

Cinq questions à Albert Millaire

Les 50 ans du **TNM**

Cahier Arts+Spectacles, page C1

Les designers crient famine

Cahier Actuel, page B1

MONTRÉAL | MARDI 4 SEPTEMBRE 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 310 > 72 PAGES > 6 CAHIERS | 60 C TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70 C



JOONFED KHAN
envoyé spécial

EN AFRIQUE DU SUD

Washington et Israël claquent la porte

DURBAN – Les États-Unis, suivis d'Israël, se sont retirés hier de la Conférence mondiale contre le racisme (CMCR) à Durban, en affirmant que la rencontre avait été transformée en « outil de propagande » pour les attaquer.

Dans une déclaration lue en son nom à Durban, le secrétaire d'État Colin Powell a estimé que « le texte de la CMCR comporte un langage qui nous ramène à l'époque du sionisme et qui soutient l'idée que nous exagérons l'Holocauste ».

« Les représentants de la communauté internationale tout entière réunis à Durban sont unis dans leur volonté de ne pas se laisser distraire de l'ordre du jour de la conférence », a déclaré le gouvernement de l'Afrique du Sud, dans une réaction immédiate au retrait des États-Unis, prévisible depuis plusieurs jours.

Tout en disant « comprendre tout à fait les raisons » du retrait des États-Unis, le Canada a décidé de rester à Durban pour poursuivre le dialogue et les négociations. « Mais nous gardons ouvertes toutes les avenues et nous examinerons la situation au jour le jour », a indiqué par téléphone à *La Presse* le porte-parole Sean Rowan au nom de la secrétaire d'État Hedy Fry, qui dirige la délégation canadienne à la CMCR.

La Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Mary Robinson, également secrétaire générale de la CMCR, a « regretté » le départ des Américains. « Mais la conférence ira de l'avant pour assurer sa pleine réussite. De sérieuses négociations ont cours sur le Proche-Orient, mais sur beaucoup d'autres questions aussi », a-t-elle dit.

Le représentant démocrate Tom Lantos, ardent partisan d'Israël, a indiqué qu'il quittait Durban ce matin avec son épouse. Il a accusé « les pays arabes et les extrémistes musulmans » d'avoir « piraté » la conférence. « Vous ne pouvez pas avoir une conférence sans les États-Unis », a affirmé pour sa part Willie Janner, vice-président du Congrès juif mondial et membre de la Chambre des lords.

Voir WASHINGTON en A2

NON, ON RESTE!

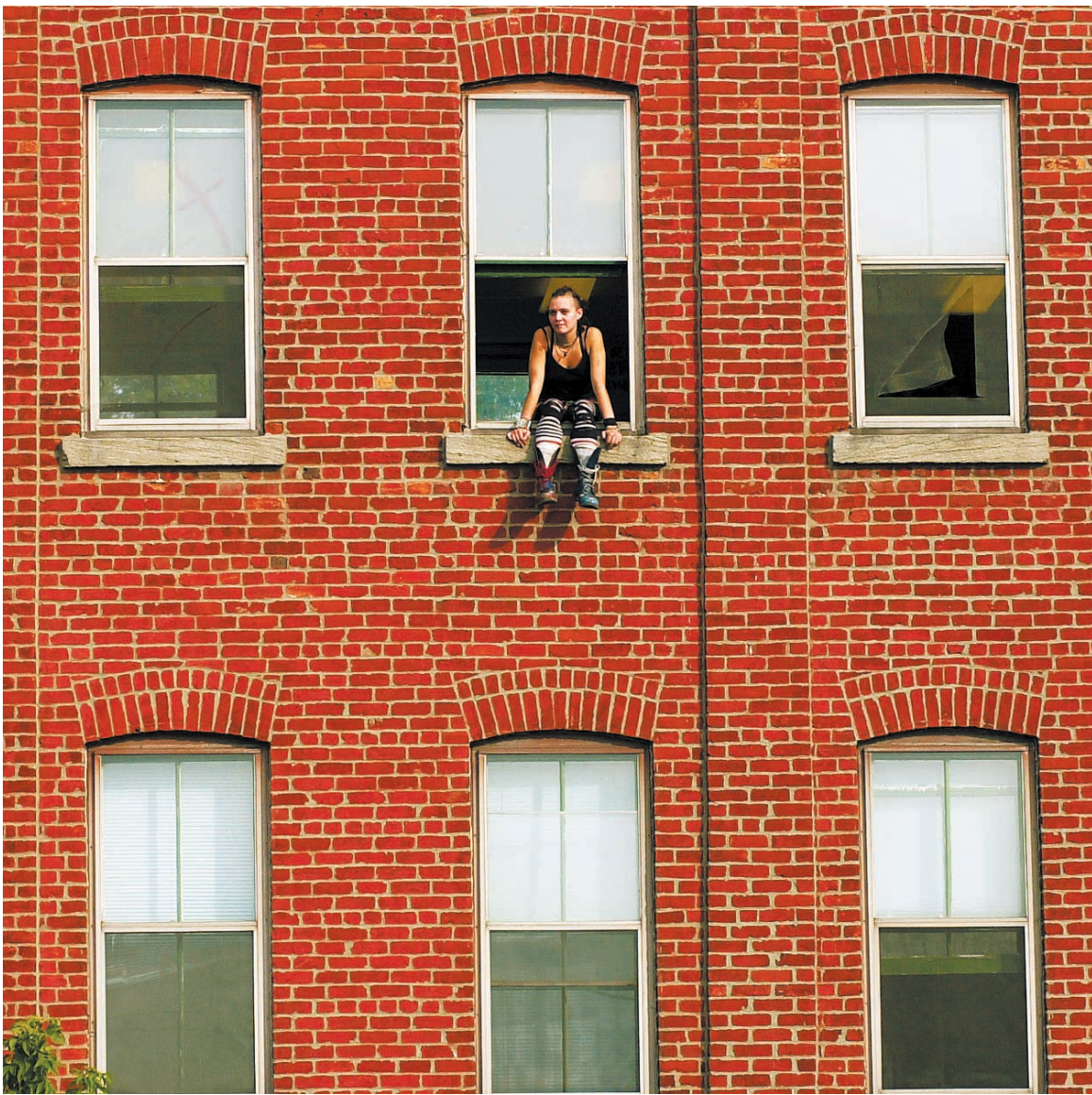


PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

La cinquantaine de squatteurs qui occupent depuis le 1^{er} août un immeuble de la Ville de Montréal, rue Rachel Est, n'ont pas l'intention de se rendre à l'ultimatum que la Ville leur a lancé la semaine dernière de quitter l'édifice pour 9 h ce matin. En conférence de presse hier, les squatteurs ont indiqué qu'ils sont là pour y rester et entendent tenir tête à l'administration Bourque. Ils soutiennent que la Ville n'a aucune raison de les évincer et qu'ils ont respecté les conditions qu'on leur a imposées. À lire en page E1.

Du mérite de certains *twits*

L'individu est un « petit *twit* », selon un des enquêteurs. Les présumés *twits*, petits ou moyens, ne sont pas toujours sans mérite.

Celui — si c'en est un — qui vient de lancer une



YVES BOISVERT

bombe lacrymogène dans le métro pour une raison ou pour autre chose, a bousillé la vie de plus de 300 personnes pendant au moins 24 heures. Mais, sans le vouloir, il nous a aussi ouvert les yeux mieux que bien des colloques sur les mesures d'urgence.

Que voit-on? Qu'à tout prendre, à première vue, cela s'est relativement bien passé. Aussi bien que ce genre de choses pas drôle du tout peut se passer dans une ville où cela n'arrive pas... d'habitude.

Une certaine panique, une certaine désorganisation, beaucoup d'inévitables inconvénients, mais finalement une prise en charge compétente des pompiers, d'Urgences Santé et des policiers.

Cela s'est d'autant mieux passé qu'on a vite compris que l'attaque n'était pas mortelle.

Mais on voit aussi qu'on ne peut jamais être vraiment prêt. On ne peut pas être parfaitement paré contre la folie, le terrorisme aveugle ou les désastres techniques.

Faut-il l'être davantage? C'est ce que nous disent les experts en terrorisme. On nous parle des pays qui fabriquent des armes biologiques

et chimiques. Du « bioterrorisme » qui serait à nos portes. Des 12 morts et 1000 blessés au Japon, lors d'une attaque « ratée » au gaz sarin dans le métro de Tokyo, en 1995. Du fait que le Canada, notamment comme allié des

États-Unis, est une cible.

Personne ne peut être contre la prévention; la question est de savoir combien faut-il investir pour se préparer au pire... qui n'arrivera peut-être jamais... et en sachant que la préparation la meilleure ne nous mettra jamais à l'abri de tous les risques.

Il y a trois ans, « sensibilisés » par la police de la CUM à la possibilité (théorique) d'une attaque au gaz sarin à Montréal, les principaux hôpitaux ont alerté leur personnel et renouvelé leur stock d'antidotes. On leur avait ensuite reproché d'avoir « exagéré ». Comme on a reproché aux informaticiens d'avoir exagéré les mesures de prévention en prévision du bogue de l'an 2000. Facile à dire après coup.

Les experts nous disent que les policiers, les ambulanciers et les pompiers ont amélioré leur formation.

Voir BOISVERT en A2

ÉVACUATION

Le plan d'urgence du métro à revoir

LAURA-JULIE PERREAULT

La bombe lacrymogène qui a répandu son contenu toxique dans le métro de Montréal dimanche soir n'a fait ni mort ni blessés graves, au grand soulagement des intervenants qui ont géré l'évacuation de 300 personnes à la station Berri-UQAM, important point de correspondance du réseau souterrain.

De nombreux usagers retournaient chez eux après avoir profité du dernier week-end de la saison à La Ronde. La bombe lacrymogène a éclaté à 23 h 30 près des tourniquets. Les personnes incommodées ont reçu les premiers soins sur la place Émilie-Gamelin, située entre de Maisonneuve, Sainte-Catherine, Berri et Saint-Hubert.

Un homme d'une vingtaine d'années a été arrêté par la police de la CUM, puis relâché après interrogatoire. La canette qui contenait le gaz a été trouvée.

L'incident qui a notamment mobilisé pompiers, ambulanciers et policiers a permis de déclencher des lacunes importantes dans le plan d'urgence mis en branle.

L'opération était unique en son genre, concède le chef Jean Bartolo, de l'unité spécialisée en matières dangereuses du Service de prévention des incendies de Montréal. La fumée blanche détectée par des usagers du métro et les symptômes observés sur ceux qui fuyaient la station Berri-UQAM — yeux larmoyants, vomissements, difficultés respiratoires — ont fait craindre le pire au SPIM, premier intervenant sur les lieux.

Les premiers décideurs arrivés sur place n'ont pas écarté la possibilité qu'un poison biologique ait été utilisé pour semer la terreur dans le réseau souterrain.

Or, le plan d'urgence à déployer en cas d'attaque biologique semblable à celle qui a fait 12 morts à Tokyo en 1995 n'a été répété qu'une seule fois, il y a deux ans, au métro Atwater.

« Le plan d'urgence, c'est une brique de papier, écrite il y a quelques années, qui était depuis sur les tablettes. Quand un événement comme celui d'hier (dimanche) se présente, il faut la ressortir. C'est évident qu'il y a eu des accrocs et qu'il y aura des ajustements à faire. Hier, c'était une sorte de rodage, de pratique », a confié à *La Presse* le commandant de la division des crimes contre la propriété, Douglas Hurley. Sa division est responsable de l'enquête sur l'événement.

Les pompiers ont eu de la difficulté à intervenir comme ils l'auraient voulu, de l'aveu même de Jean Bartolo, du poste 29. Les gens qui fuyaient le métro, la gorge ou les yeux en feu, sollicitaient leur aide.

Voir MÉTRO en A2



C'est en juillet 1904 que fut disputé le premier Omnium canadien au club Royal Montréal, berceau du golf en Amérique du Nord. Un survol historique de cet événement à lire dans les pages centrales de notre cahier Sports.

Il y a Tiger Woods... et les autres!

Le tournoi du Royal Montréal présenté à guichets fermés

ALEXANDRE PRATT

DE RETOUR CETTE SEMAINE à Montréal après une absence de quatre ans, l'Omnium canadien de golf est assuré d'être un succès financier avant même le premier élan de Tiger Woods sur le parcours bleu du club Royal Montréal, le plus vieux terrain en Amérique du Nord.

Tous les billets des deux dernières rondes sont déjà vendus. L'Association royale de golf du Canada (ARGC), qui organise le tournoi, est confiante de trouver preneur pour les rares places encore disponibles jeudi et vendredi, ce qui porterait le nombre total d'entrées à 100 000 pour les quatre jours de compétition.

« Nous pensons présenter le tournoi à guichets fermés », a indiqué le porte-parole de l'ARGC, Chad Schella. L'endroit peut accueillir un maximum de 25 000 spectateurs par jour, ce qui empêchera les organisateurs de l'Omnium canadien de battre le record du tournoi de 140 000 billets vendus établi l'année dernière à Glen Abbey, en Ontario. En revanche, 40 en-

treprises ont acheté des tentes — l'équivalent des loges du Centre Molson —, une véritable vache à lait pour les promoteurs qui n'en avaient monté que 26 à Glen Abbey.

Désormais, les dirigeants de l'ARGC ne s'interrogent plus sur les risques de présenter un tournoi de cette envergure à Montréal, comme ce fut le cas en 1997. « Avec la situation politique et les entreprises qui quittent la province, on se demandait si l'appui corporatif serait suffisant », avait admis à l'époque le directeur général des championnats professionnels de l'ARGC, Bill Paul. Son commentaire avait créé un tollé à Montréal.

Aujourd'hui, plus personne dans le milieu du golf canadien ne doute de la solidité des reins des milieux d'affaires montréalais. Tous les laissez-passer pour le championnat pro-am de demain (un professionnel se joint à trois amateurs) ont été vendus à gros prix, 13 000 \$ pour le quatuor.

Voir WOODS en A2



Arts et spectacles	C1-C7	Forum	A15
- Festival des films		Horoscope	E6
du monde	C3	Loteries	A2, A7
- télévision	C2	Monde	A9-A13
Auto	D9-D12	Mots croisés	D14, S10
Bandes dessinées	D14	Mot mystère	D14
Bridge	E7	Petites annonces	E4
Décès	E7	- immobilier	E4
Économie	D1-D8	- marchandises	E4, E5
Éditorial	A14	- emplois	E5
Étes-vous		- automobile	E5, E6
observateur?	E4	- affaires	D6
Feuilleton	D14	Politique	A7



6 21924 98765 1

1
3
4
6

DEMAIN DANS LA PRESSE

Une saison Marleau

Sur un texte de Gaétan Soucy, le metteur en scène Denis Marleau et son théâtre Ubu ont créé au printemps *Catoblépas*, dans le cadre du Festival de théâtre des Amériques. La suite de *La petite fille qui aimait trop les allumettes*, salué par la critique, retrouve les planches du Théâtre d'Aujourd'hui alors qu'une saison mouvementée s'amorce pour Denis Marleau. Notre collaboratrice Marie-Christine Blais a rencontré l'homme de théâtre.

À lire demain dans le cahier *Arts et Spectacles*.



LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 5-7-9 > À quatre chiffres : 9-6-9-9

POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6972

Quoi faire aujourd'hui
quoifa@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECouvreMENT (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111

Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30

Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

SUITES DE LA UNE

MÉTRO

Suite de la page A1

« Il a d'abord fallu s'occuper des gens à l'extérieur. Ils ne comprenaient pas qu'on ne puisse pas leur dire de quoi ils souffraient et qu'on leur demande de se mettre à l'écart et d'attendre. C'était vraiment très difficile. »

La raison du silence des pompiers était pourtant bien simple. Ils ignoraient eux-mêmes la nature du gaz qui flottait dans l'air du métro et devaient envisager le pire avant de rassurer les victimes. Pour empêcher que les personnes touchées ne contaminent un périmètre plus grand, ils ont établi une zone d'exclusion autour de la place Émilie-Gamelin, dans laquelle ils ont mis un peu moins de 200 personnes en quarantaine.

100 personnes s'enfuient

Malgré toute la bonne volonté des pompiers pour circonscrire la foule, une centaine des 300 personnes qui étaient dans la station de métro Berri-UQAM au moment de la diffusion du gaz lacrymogène ont réussi à quitter les lieux. Environ 30 de ces personnes se sont rendues par leurs propres moyens dans

un des hôpitaux du centre-ville, une situation qui aurait pu être catastrophique si le gaz répandu avait été plus nocif.

« La difficulté est qu'il y a trois sorties au métro Berri-UQAM », a précisé le relationniste d'Urgences Santé, André Champagne. « Notre équipe a décidé de s'installer à la sortie du métro qui donne sur la place Émilie-Gamelin. »

Avertissements inaudibles

Pendant que les secours s'activaient à l'extérieur, les entrailles du métro étaient en ébullition. Quelques agents du métro ont demandé aux gens d'évacuer l'endroit. Des messages sonores ont retenti dans les trains et sur les quais du métro, mais pas dans le reste des stations, a expliqué hier Odile Paradis, de la Société de transports de la Communauté urbaine de Montréal.

« Notre système de sonorisation est vieux. Nous l'avons renforcé récemment dans les trains et sur les quais, mais dans le reste des stations, il n'y a pas de sonorisation », a af-

firmé le responsable des communications.

Dimanche soir, plusieurs usagers se sont plaints de n'avoir pas reçu de directives claires de la part des employés de la STCUM et de ne pas avoir entendu les avertissements d'évacuation.

« Nos employés ont évacué les gens qui se trouvaient près d'eux et ils se sont déployés dans les autres stations de métro qu'il a aussi fallu évacuer. Mais ce n'est pas la responsabilité des agents de la STCUM d'évacuer les lieux. C'est le SPIM qui a cette responsabilité. »

Masques à gaz?

Cette affirmation de M^{me} Paradis a choqué Jean-Guy Sabourin, relationniste de la Fraternité des constables et des agents de la paix de la STCUM. Quinze de ses collègues, qui ont tenté de prêter main-forte aux usagers dans le besoin, ont été incommodés par les gaz lacrymogènes.

« Il va y avoir du remue-ménage de notre côté. Nos agents sont sous-équipés pour faire

face à une situation pareille. Nous n'avons même pas de masques à gaz », a déploré M. Sabourin hier.

Selon M^{me} Paradis, quelques jours seront nécessaires avant que les procédures d'urgence soient réévaluées. Les bandes vidéo de tout l'événement seront visionnées avant qu'un jugement soit porté sur la valeur des interventions des uns et des autres. « Si nous avons des comptes à rendre, nous le ferons. Il est trop tôt pour l'instant », a conclu M^{me} Paradis.

L'opération d'urgence qui a duré plus de six heures, soit de 23 h 30 dimanche à 6 h hier, a mis à profit les compétences d'une dizaine d'organismes. En plus du SPIM, du SPCUM, d'Urgences Santé et de la STCUM, Environnement Canada, les Forces armées canadiennes, des médecins de la régio régionale de la santé et des chimistes étaient aussi sur le pied de guerre. Leur intervention aurait été nécessaire si l'arme chimique utilisée avait été plus nocive.

WASHINGTON

Suite de la page A1

Ces assertions ont aussitôt été rejetées par Essop Pahad, ministre conseiller du président sud-africain Thabo Mbeki. « Ce geste paraîtra inutile et malheureux si la perception s'installe que le retrait des États-Unis n'est qu'une manoeuvre de diversion démontrant un refus de confronter les défis réels que le racisme représente aux États-Unis et au niveau planétaire », a-t-il déclaré.

« Toute délégation qui se retire du processus privera la conférence de sa propre expérience, mais en même temps, elle se privera d'une occasion vitale d'apprentissage », a-t-il ajouté, peu avant qu'Israël n'emboîte le pas aux États-Unis.

« Je ne comprends pas que l'on se retire d'une conférence mondiale sur la base d'un seul point », a déclaré pour sa part le militant américain de droits civils Jesse Jackson lors d'une conférence convoquée à la hâte au centre de presse de la CMCR.

« Les États-Unis viennent de rater une occasion de confronter leurs propres problèmes

raciaux », a-t-il dit, ajoutant : « En démocratie, quand on n'est pas d'accord, on vote contre, on ne claque pas la porte. »

Ainsi, plus tôt dans la journée, cinq organisations internationales de droits de l'homme, dont Human Rights Watch et Amnistie internationale, avaient convoqué une conférence de presse pour prendre leur distance vis-à-vis de la Déclaration finale du Forum des ONG, tenu parallèlement à la CMCR, dont elles ont jugé « inflammatoire » la condamnation d'Israël pour « génocide », « crimes contre l'humanité » et « purification ethnique » dans les Territoires palestiniens qu'il occupe militairement depuis 1967.

Mais le Forum des ONG, ce n'est pas la CMCR, où la Norvège a repris hier la mission qui lui a été confiée de rapprocher les positions sur la question du Proche-Orient pour éviter toute attaque directe nommant Israël.

« Dès le début, la décision des États-Unis d'envoyer à Durban une délégation de bas

niveau avait été une insulte faite au gouvernement sud-africain », a dit Jackson, ajoutant que « cette délégation n'a d'ailleurs jamais assumé son rôle ».

John Blaney, chargé d'affaires à Pretoria, et Craig Kuehl, consul général à Durban, sous la direction du sous-secrétaire d'État adjoint Michael Southwick, avaient en fait reçu de Washington des instructions expresses de ne pas prendre la parole à la CMCR.

Israël y était pour sa part représenté par le directeur adjoint du département des ONG au ministère des Affaires étrangères. L'adoption d'un langage dur dans les documents finals du Forum des ONG a été pour lui une défaite personnelle.

Le ministre Shimon Peres avait indiqué dès hier matin qu'Israël préférerait que ce soient les États-Unis qui se retirent les premiers « pour ne pas donner l'impression que c'est Israël qui mène ».

« Le Canada a clairement indiqué qu'il y a dans l'ébauche des documents finals (de la

CMCR) des termes que nous jugeons inacceptables. Par exemple, en ce qui concerne le Moyen-Orient, si les termes employés ne servent pas l'intérêt d'une paix négociée, nous ne les accepterons pas », a déclaré pour sa part Hedy Fry.

Elle a souligné toutefois dans la communiqué que « la question du racisme et de la discrimination est d'une importance primordiale non seulement pour les Canadiennes et Canadiens, mais aussi pour les victimes partout dans le monde qui fondent leurs espoirs sur la conférence et sur un Programme d'action prospectif complet ».

« La Conférence se poursuivra dans le même esprit qui l'a caractérisée jusqu'ici : celui d'un creuset de perspectives multiples », a affirmé le ministre sud-africain Essop Pahad.

« La Conférence réussira malgré tout », a maintenu Jesse Jackson, « il y a des questions plus urgentes comme la pauvreté et le sous-développement en tant que conséquences de l'esclavage et du colonialisme ».

BOISVERT

Suite de la page A1

Mais les employés du métro? Pas de masques à gaz, pas d'équipement, des haut-parleurs désuets, pas d'entraînement... Les employés de la STCUM n'ont apparemment comme recours qu'une sorte de sauve qui peut!

Une quinzaine d'agents de sécurité ont été eux-mêmes intoxiqués par les gaz lacrymogènes, dimanche. Ils n'ont même pas à leur disposition de quoi se protéger en cas d'utilisation du gaz poivre. Difficile de prendre les choses en main dans les circonstances. Difficile de suivre le plan.

On peut se demander comment il se fait qu'ils ne sont pas formés, par exemple, comme premiers répondants. Qui est mieux placé pour intervenir en pareil cas?

La STCUM considère apparemment que ce genre de travail est du ressort des pompiers. Oui, mais avant que les pompiers arrivent, pourquoi ceux qui sont sur place ne pourraient-ils pas agir utilement?

On ne peut pas vivre en état de paranoïa permanente. Mais les experts en sécurité nous le disent depuis assez longtemps: on ne peut

plus vivre non plus comme si le Canada était immunisé contre le nouveau terrorisme, qu'il soit interne ou international. Les avertissements n'ont pas manqué. L'attaque de dimanche est une sorte de rappel.

Cela nous oblige à un certain niveau de dépenses et de formation qu'on ne paraît pas avoir atteint, du point de vue des spécialistes qui comparent la préparation canadienne à celle des Américains. C'est aussi ce que concluent les analyses internes au gouvernement fédéral.

Parce qu'un « petit *twit* » peut en cacher un gros.

WOODS

Suite de la page A1

Comme il y a 56 groupes au départ, les organisateurs empocheront une recette de 728 000 \$. C'est au cours de cet événement promotionnel que le premier ministre Jean Chrétien bénéficiera des conseils de Tiger Woods pour tenter d'améliorer son handicap.

Woods, qui est considéré comme le meilleur golfeur de la planète, arrivera en ville aujourd'hui. Il renouera avec ses démons puisqu'en 1997 il n'avait pu se qualifier pour les deux dernières rondes, un cas unique dans sa prodigieuse carrière. Sa seule présence assure le tournoi d'une excellente couverture médiatique, notamment à la télévision américaine, qui se passionne de plus en plus pour le golf.

Depuis l'arrivée de Tiger Woods sur le circuit professionnel, en 1996, les cotes d'écoute des tournois sont en nette progression. Le championnat de la PGA a connu une augmentation de 138 %, la hausse de l'écoute de l'Omnium britannique est de 103 % et celle de l'Omnium des États-Unis, de 53 %.

Au Québec, le Réseau des sports

(RDS) a lui aussi profité de la popularité grandissante du golf. « Au cours de la dernière année, notre couverture est passée d'une quarantaine de tournois à plus de 65 », explique le directeur de la recherche de la station montréalaise, Raymond Duguay. La croissance des cotes d'écoute du golf cette année, en excluant les tournois du grand chelem, fut de 36 %. Les grands rendez-vous de la saison peuvent intéresser plus de 200 000 téléspectateurs, un résultat comparable à la télédiffusion des matchs du Canada, « sans tenir compte de tous les francophones qui écoutent les tournois sur les chaînes américaines », précise M. Duguay.

L'équipement de golf génère également des ventes annuelles en Amérique du Nord de 2,8 milliards US, ce qui bat tous les sports professionnels. Seuls les engins pour le conditionnement physique se vendent mieux.

Les retombées économiques de l'Omnium canadien pour Montréal sont toutefois impossibles à chiffrer, puisque personne n'a réalisé d'étude majeure lors du tournoi de

1997. Il semblerait que les impacts sur le tourisme soient cependant limités. « Il y aura beaucoup de Montréalais, d'Ontariens et d'Américains des États limitrophes, mais comme il y a beaucoup de tournois de ce calibre aux États-Unis, je ne pense pas qu'il y aura tant de touristes de l'extérieur », explique Pierre Bellerose, de l'Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal.

La direction de l'Association des hôtels du Grand Montréal n'a d'ailleurs décelé aucune vague de fond par rapport à la tenue du tournoi. « Indépendamment du tournoi, c'est une fin de semaine très achalandée pour nous, indique M. Bellerose. Au début du mois de septembre, c'est le retour du tourisme d'affaires et nous accueillons encore plusieurs groupes en autocar. L'impact du tournoi pour nous sera surtout médiatique. Beaucoup de journalistes sont en ville et ils parleront de Montréal pendant une semaine. C'est également un événement qui sera très suivi à la télévision américaine. La ville de Montréal ne peut qu'en sortir gagnante. »

BAUME & MERCIER

GENEVE · 1830



New Linea

BRACELET EN ACIER
OU LARGE SÉLECTION DE
BRACELETS DE CUIR EN SPIRALE, INTERCHANGEABLES
www.baume-and-mercier.com
\$1,550

CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651

www.chateaudivoire.com

ACTUALITÉS

Des élèves de première année redoublent malgré la réforme

MARC THIBODEAU

AU GRAND ÉTONNEMENT du ministre de l'Éducation, François Legault, des écoles de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) ont choisi à la rentrée de faire redoubler des élèves qui avaient terminé en 2000-2001 leur première année dans le cadre de la réforme du curriculum.

Selon le ministre, cette pratique contrevient clairement à l'esprit de la réforme, puisque les études primaires sont maintenant divisées en cycles de deux ans et ne prévoient pas la possibilité d'un tel retour en arrière en milieu de cycle.

« Ils devraient respecter ce qui a été prévu », a spontanément commenté M. Legault lorsque *La Presse* l'a informé jeudi, au cours d'une rencontre à la rédaction, de la décision de la CSDM.

Les plus récentes données du ministère de l'Éducation indiquent que plus de 5500 enfants inscrits en première année en 1999-2000 redoublaient. En raison de la réforme, qui a été introduite l'année dernière au premier cycle, le nombre d'enfants représentant leur première année devait chuter à zéro à la rentrée.

Or, la CSDM avance qu'environ 1 % des enfants qui étaient en première année en 2000-2001, soit des dizaines d'élèves, se retrouvent actuellement au même niveau.

Selon le président de la commission péda-

gogique de l'organisme, Robert Cadotte, cette situation s'explique par le fait que le ministère a donné jusqu'à trois ans aux enseignants pour assimiler les principes de la réforme.

La commission scolaire a conclu, dans ce contexte, que les écoles pouvaient encore, au moins pour une année, continuer à avoir recours au redoublement, milieu de cycle ou pas, explique M. Cadotte.



François Legault

« Aucun des enfants qui débutent cette année en première année ne devrait conséquemment redoubler l'année prochaine », indique le commissaire, qui s'empresse de faire valoir que le taux de redoublement de 1 % est de loin inférieur au taux de 5,3 % qui avait été enregistré l'année précédente pour les élèves de première année.

L'initiative de la CSDM est d'autant plus irritante aux yeux du ministre que le redoublement est appelé à devenir « exceptionnel » dans le cadre de la réforme. Cette approche, répète le gouvernement, mine la confiance des enfants et ne favorise en rien leurs chances subséquentes de réussite.

Le cabinet politique de M. Legault a contacté la CSDM vendredi pour avoir un por-

trait plus précis de la situation. Son attachée de presse, Anne Marcotte, a précisé par la suite à *La Presse* que le ministère souhaitait obtenir des explications pour tous les cas de redoublement en première année.

Le gouvernement pourrait-il forcer la commission scolaire à faire passer des enfants maintenant en deuxième année certains des enfants concernés ? « Nous allons évaluer ce qui est la meilleure solution pour chaque enfant », indique Mme Marcotte.

Les établissements de toute la province doivent procéder à la fin du mois de septembre à leur « déclaration de clientèle » auprès du ministère, ce qui permettra, selon de la porte-parole, de déterminer, en considérant l'âge des enfants recensés en première année, si d'autres commissions scolaires ont eu recours à une telle pratique.

Des syndicats intéressés ?

La question du redoublement suscite passablement de critiques du côté des syndicats d'enseignants, qui s'opposent à la dispari-

tion de cette pratique, particulièrement en l'absence de « véritables » mesures de rechange. La présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), Johanne Fortier, juge que les moyens suggérés jusqu'à maintenant pour venir en aide aux enfants éprouvant des difficultés en fin de cycle tiennent plus de la « pensée magique » que d'un véritable plan d'action.

M. Legault juge que l'opposition des syndicats n'est pas entièrement désintéressée. « Les syndicats ont très peur qu'au bout du compte, il y ait moins d'enfants, donc qu'il y ait moins de jobs », déclare le ministre.

Il souhaite notamment que les écoles utilisent la latitude prévue dans la convention collective des enseignants pour revoir l'organisation des classes et différencier les services de manière à prévenir efficacement man- forte aux élèves en difficulté.

Le ministre n'exclut pas d'injecter plus d'argent pour financer des services d'appoint. « On examine la possibilité de fournir des ressources additionnelles », note M. Legault.

« Les syndicats ont très peur qu'au bout du compte, il y ait moins d'enfants, donc qu'il y ait moins de jobs. »

— François Legault

ÉVACUATION DU MÉTRO BERRI-UQAM

Le malfaiteur court toujours

L'ordre des événements est encore flou

LAURA-JULIE PERREAU

VOMISSEMENTS, CRIS DE désespoir, appels à l'aide, victimes rampant jusqu'à l'air libre. À 23 h 30, dimanche, la place Émilie-Gamelin, au centre-ville de Montréal, ressemblait à une zone sinistrée. L'auteur de cette scène, causée par une simple bombe de gaz lacrymogène lancée dans le métro, court toujours. Chronique d'une nuit interminable.

L'émoi a pris naissance au bas de l'escalier roulant qui mène jusqu'à la sortie du métro Berri-UQAM, vers 23 h 30. Une bombe lacrymogène identique à celles qu'utilisent les policiers et l'armée pour disperser les foules, laissait échapper ses effluves irritants.

Les gaz ont vite pris à la gorge ceux qui se dirigeaient vers la sortie de la rue Sainte-Catherine. La panique s'est rapidement installée.

Pendant ce temps, ceux qui se trouvaient ailleurs dans la station de métro sentaient monter les vapeurs. Vers 23 h 30, un usager du métro a averti un employé de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal. Simultanément, deux autres citoyens se sont emparés des téléphones d'urgence pour demander de l'aide.

Cinq minutes plus tard, les premiers intervenants du Service de prévention des incendies de Montréal, arrivaient sur les lieux. Des dizaines de gens quémandaient l'attention de ces pompiers, qui devaient à la fois gérer l'évacuation et traiter les victimes qui demandaient des soins.

« Les pompiers nous ont appelés. Ils ont d'abord demandé une



Photo RADIO-CANADA

Des dizaines de gens quémandaient l'attention des pompiers, qui devaient à la fois gérer l'évacuation et traiter les victimes qui demandaient des soins.

ambulance. Quelques secondes plus tard, ils en demandaient cinq. La troisième fois, ils nous ont demandé d'envoyer tout ce qui était à notre disposition », rapporte André Champagne, d'Urgences Santé.

Panique dans le métro

Dans le métro, l'évacuation se déroulait dans le désordre. Les gens qui avaient les yeux pleins d'eau ne savaient plus où se diriger, ignorant les directives. Quel-

ques pompiers vêtus de leur simple habit pour combattre le feu sont entrés pour terminer l'évacuation, qui, selon les sources, a nécessité environ 10 minutes.

Il est cependant impossible de faire une chronologie exacte. Dans les prochains jours, les intervenants amasseront les informations des uns et des autres pour établir l'ordre des événements et les délais d'intervention. Les bandes vidéo du métro faciliteront ce travail.

173 personnes en quarantaine

Quelques minutes après l'arrivée des premiers intervenants, 11 pompiers du poste 29, spécialisés dans la gestion de matières dangereuses, sont arrivés sur place. Ils ont vite demandé l'établissement d'une zone d'exclusion dans laquelle les secours devaient s'organiser.

Deux médecins d'Urgences Santé se sont installés à l'entrée de cette zone et ont procédé au triage des victimes qui arrivaient en masse. De l'eau stérile, servant à désinfecter les yeux et les muqueuses, a vite été distribuée aux 173 personnes incommodées par les gaz lacrymogènes. Après une heure, les symptômes disparaissaient d'eux-mêmes, selon les intervenants.

Au total, 15 personnes incommodées, souffrant d'asthme ou de faiblesse cardiaque, ont été transportées en ambulance vers les centres hospitaliers avoisinants.

Malgré le nombre des gens incommodés, les policiers croient que le pire a été évité. « Le gaz lacrymogène est plus concentré lorsqu'il est utilisé à l'intérieur, mais il ne peut pas tuer quelqu'un par lui-même. Ça aurait pu arriver que quelqu'un y laisse sa peau à la suite des effets secondaires. Sous l'effet de panique, quelqu'un aurait pu faire une crise cardiaque », a souligné le commandant Douglas Hurley, dont l'escouade enquête sur l'événement.

Après une évaluation des symptômes des victimes — picotements dans la gorge, yeux larmoyants, etc. — les pompiers ont enfilé leurs survêtements spéciaux pour aller vérifier la nature des gaz projetés dans l'air.

À 2 h, ils avaient déjà des doutes sur la possibilité qu'une simple bombe lacrymogène en soit la cause, mais ils ont attendu les résultats des tests d'air avant de renvoyer les victimes chez elles. Ils craignaient entre autres que la première bombe cache la présence d'un produit biologique plus dangereux.

Quatre heures d'attente

Les personnes qui ont dû attendre pendant plus de quatre heures le verdict des pompiers sur la place Émilie-Gamelin ont reçu leur congé vers 4 h 40. Le métro, dont toutes les lignes avaient été fermées à minuit et demi, a été rouvert à 5 h.

Les intervenants s'entendent pour dire qu'il leur reste beaucoup de travail à faire. L'analyse des bandes vidéo devrait être importante pour l'identification d'un ou des suspects. « J'aimerais bien mettre la main sur le petit *twit* qui a fait ça, car c'est clairement un *twit*. Il n'y avait aucune revendication derrière cet acte », tonne le commandant Hurley.

Dans la nuit de dimanche à hier, les agents de la paix ont appréhendé un homme dans la vingtaine, mais ils ont dû le relâcher hier matin après un interrogatoire.

Le numéro de série gravé sur la canette de gaz lacrymogène retrouvée par les pompiers aidera les policiers à identifier la provenance de la bombe. M. Hurley émettait hier l'hypothèse que le coupable ait pu se procurer la bombe pendant le Sommet des Amériques.

Bioterrorisme: de la science-fiction à la réalité

LOUISE LEDUC

COMME LE Sommet des Amériques, l'attaque au gaz lacrymogène survenue dimanche dans le métro de Montréal est de nature à rappeler que le bioterrorisme ne relève pas de la science-fiction.

« Une même situation qui se serait produite il y a sept ou huit ans n'aurait pas du tout été prise au sérieux », note le docteur Michel Savard, médecin-conseil en santé publique et spécialiste de la prévention contre le terrorisme biologique et chimique. « En fait, en matière de bioterrorisme, le Québec est sorti en quelques années du Moyen Âge et peut se vanter d'être parmi les plus avancés de toutes les provinces canadiennes. »

Les plans d'urgence sont certes perfectibles, mais le Dr Savard se réjouit de voir que les premiers intervenants semblent avoir eu les bons réflexes. « J'entendais à la télévision des gens se plaindre qu'on ait été long à identifier qu'il s'agissait de gaz lacrymogène. Je crois plutôt que les premiers intervenants ont eu bien raison de ne prendre aucun ris-

que et de penser tout de suite au pire. »

Le « pire », ça aurait été une attaque aux gaz neurologiques, tel que le VX, ou au sarin, comme cela s'est produit dans le métro de Tokyo le 20 mars 1995. Cette attaque « manquée » avait fait pas moins de 12 morts, laissant par ailleurs 12 personnes dans un état critique et 37 dans un état grave.

Et justement, si l'on avait eu affaire au sarin à Montréal ? « Même avec le meilleur plan d'urgence, qui serait mis en application à la lettre, il y aurait des victimes, indique le Dr Savard. Le sarin tue certaines personnes en quelques minutes seulement. Pour les autres, il existe des antidotes — l'atropine, notamment — qui sont facilement accessibles en cas d'urgence au Québec. »

Chaque année, au printemps et à l'automne, les policiers, les pompiers et les autres premiers intervenants de la Communauté urbaine de Montréal participent à des sessions d'information sur les attaques biologiques et chimiques. En juin 2000, une simulation d'importance au botulisme et au sarin s'est aussi tenue au port de Montréal avec le concours de

la Gendarmerie royale du Canada et de l'armée canadienne.

Le Sommet des Amériques aura aussi contribué à mettre les policiers en état d'alerte. « Grâce à cet événement, la Sûreté du Québec, notamment, s'est nettement mise à jour en la matière. »

Beaucoup reste cependant à faire, note le Dr Savard. « Les capacités d'investigation sur les lieux mêmes d'un incident pourraient notamment être améliorées, croit-il. Les technologies de dépistage de produits chimiques existent, la Sûreté du Québec a certains équipements, mais certains morceaux du puzzle doivent être mis en place. »

Jusqu'à quel point faut-il se blinder — avec ce que cela suppose en investissements — pour des événements tout à fait exceptionnels ? « En tout cas, il ne faut pas perdre de vue que l'on fait bien plus souvent face, au Québec, à des colis suspects et à des accidents industriels au gaz chloreux ou à l'ammoniac. De tels événements font autrement plus de morts chaque année et ne se distinguent finalement des attaques bioterroristes qu'en ce qu'elles ne sont pas mal intentionnées. »

Un événement sans précédent ?

LOUISE LEDUC

LE QUÉBEC A vécu dimanche sa première attaque au gaz lacrymogène dans le métro. Au pays, c'est plutôt l'anthrax qui a jusqu'ici donné des sueurs froides. Les effets de l'anthrax, la plus connue des armes biologiques, sont fatals : une fois inhalé, l'anthrax cause une fièvre violente et des douleurs abdominales qui entraînent la mort en 24 heures. Pour ne pas affoler la population, la plupart des fausses alertes ne sont pas rendues publiques. Voici quelques-uns des événements les plus récents.

> 4 mars 1998 : alerte au colis suspect à la station de métro Fabre, à Montréal.

> 30 janvier 2001 : un colis suspect reçu aux bureaux fédéraux de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration force l'évacuation de 1500 personnes. On apprendra ensuite qu'il s'agissait d'anthrax, mais non actif. Cinq employés du ministère de l'Immigration ont néanmoins dû recevoir des doses massives d'antibiotiques.

> 22 mars 2001 : à Toronto, des centaines de fonctionnaires sont évacués après la découverte de colis suspects que l'on croyait contaminés à l'anthrax.

> Printemps 2001 : à l'Hôpital général de Montréal, une enveloppe portant l'inscription « anthrax » entraîne le déclenchement de mesures d'urgence.

> Avril 2001 : fausse alerte à l'anthrax au Sommet des Amériques.

Un vol d'Air Transat retardé de 19 heures

SILVIA GALIPEAU

LES PASSAGERS du vol 142 d'Air Transat en direction de Nice ont la frousse hier. Leur avion, dont le décollage était prévu pour dimanche soir 18 h 50, n'a finalement quitté le sol qu'hier à 13 h 40. Un problème mineur d'altimètre aurait retardé le départ, a affirmé la compagnie.

Dix-neuf heures plus tard, inutile de dire que l'ambiance n'était pas au mieux à Mirabel. « Nous vivons une situation intenable », a témoigné Denise Boisvert, une Montréalaise impatiente de partir en vacances.

Le retard a fait imaginer le pire aux 256 passagers de cet Airbus A 310, 10 jours après l'incident du vol 236 d'Air Transat, qui a atterri d'urgence aux Açores, après s'être retrouvé en panne sèche au-dessus de l'océan Atlantique.

Les passagers ont d'abord été avisés d'un retard d'une heure, dimanche soir, a raconté Denise Boisvert. Une heure plus tard, ils étaient toujours sans nouvelles. Ce n'est que vers 21 h 30 qu'on leur a annoncé qu'on leur servait à diner. « Ensuite, après le souper, on n'avait toujours pas de nouvelles. Et puis, plus tard (vers 23 h) ils nous ont avisé qu'on ne partirait pas avant le lendemain à 10 h. »

Le lendemain matin, tous les passagers se sont présentés à 8 h, mais le départ a été de nouveau re-

tardé jusqu'à midi. Air Transat a également avisé ses passagers que leur voyage se ferait dans un autre appareil, que la compagnie faisait venir de Toronto. L'avion n'a finalement officiellement décollé qu'à 13 h 40.

« Il y avait un homme qui était tout apeuré. Il ne voulait plus partir », a raconté Denise Boisvert. Elle ne s'est quant à elle pas inquiétée outre mesure, se disant qu'avec tout le battage médiatique entourant la compagnie aérienne ces derniers jours, « ils vont faire la sécurité en double ». Ce qui l'a davantage ennuyée, c'est son nombre réduit de jours de vacances. « Je suis démoralisée, parce que nous avons deux jours de vacances perdus sur 17. »

Du côté d'Air Transat, on a expliqué que le problème était « mineur », les cadrans du pilote et du copilote n'indiquant pas les mêmes chiffres. La compagnie a fait venir un autre appareil de Toronto, croyant réduire ainsi le temps d'attente.

Quant à savoir si Air Transat a pris davantage de précautions, vu les circonstances, « on prend toujours toutes les précautions nécessaires. Cela n'a aucun rapport avec l'incident (du vol 236 il y a dix jours) », a affirmé Seychelle Harding, conseillère en communications chez Air Transat.

Il n'y a pas eu de mise en garde

Air Transat dément une information du *Globe & Mail*

SILVIA GALIPEAU

JAMAIS il n'y a eu de conversation, enregistrée ou non, confirmant que l'Airbus A 330 d'Air Transat était hors d'état de servir. Jamais non plus les normes de sécurité des petits transporteurs comme Air Transat n'ont été inférieures à celles des plus gros. Toutes les compagnies aériennes ont les mêmes exigences en matière de sécurité.

C'est là l'essentiel du message livré par la compagnie aérienne Air Transat, en réaction à la une du quotidien torontois le *Globe & Mail*, qui alléguait hier qu'un mécanicien aurait averti son supérieur que l'Airbus A 330 d'Air Transat n'était pas en état de voler.

L'Airbus A 330 d'Air Transat s'est retrouvé en panne sèche à la suite d'une fuite de carburant au-dessus de l'océan Atlantique le 24 août dernier, forçant le pilote à effectuer un atterrissage d'urgence aux Açores. Une enquête est en cours pour déterminer les causes de l'incident. En attendant, les spéculations vont bon train.

D'après le quotidien, qui cite les propos de Jean Jallet, président de la section locale 1751 de l'Association internationale des machinistes

et des travailleurs de l'aérospatiale (AIMTA), le mécanicien en question aurait enregistré sa conversation avec son supérieur. Ce dernier n'aurait pas tenu compte de ses craintes, et aurait laissé l'avion décoller quand même.

Air Transat a affirmé hier avoir vérifié auprès des instances syndicales appropriées, et aucune conversation en ce sens, enregistrée ou non, n'a été retracée.

Toujours d'après Jean Jallet, les superviseurs des petites compagnies aériennes, telle Air Transat, subiraient davantage de pressions pour faire voler leurs appareils, et auraient tendance à effectuer les vérifications d'usage à la va-vite. « On ne verrait jamais ça chez Air Canada », a-t-il indiqué au *Globe & Mail*.

« Tous les transporteurs aériens, peu importe leur taille, font face aux mêmes exigences en matière d'entretien et de sécurité. Nous ne faisons aucun compromis sur ces questions », a rétorqué Denis Jacob, président et chef de la direction d'Air Transat.

Les hautes instances de l'AIMTA ont joint leur voix à celle d'Air Transat, condamnant les propos de Jean Jallet. « Nous déplorons de telles spéculations par des repré-

sentants syndicaux mal informés, a ajouté Robert Guay, coordonnateur au Québec de l'AIMTA, association qui représente notamment les mécaniciens d'Air Transat. Nous sommes aussi en profond désaccord avec les spéculations des représentants syndicaux à propos de possibles différences en matière d'entretien et de sécurité dans l'industrie aérienne. C'est une industrie très réglementée, et les normes sont les mêmes pour toutes les compagnies. »

Il n'a pas été possible de joindre Jean Jallet hier. Air Transat a toutefois précisé qu'il ne représentait pas les mécaniciens de la compagnie.

Les autorités portugaises n'ont pas terminé leur enquête et n'ont, à ce jour, formulé aucune hypothèse quant à la cause exacte de la fuite de carburant qui a affecté le vol 236. Le rapport préliminaire souligne qu'une canalisation d'essence sur le moteur droit de l'appareil (un moteur Rolls-Royce Trent de série 700), s'est probablement rompue à la suite d'un frottement avec une conduite hydraulique. Le rapport des enquêteurs ne fait pour le moment aucun lien direct entre l'installation du nouveau moteur Rolls-Royce et le bris de la conduite d'essence.

DÉSOLÉ. La douce, sage et gentille Virginie ne revient pas cet automne.



Retrouvez plutôt une Virginie déterminée, rebelle et imprévisible.

VIRGINIE
ce soir 19h

La Facture 19h30

Salut Dédé 20h

Invités : Daniel Boucher, Éric Lapointe, Les Respectables et biens d'autres.



ICI Radio-Canada

Retour en classe massif aujourd'hui

Presse Canadienne

EN CE LENDEMAIN de la fête du Travail, ils seront 978 530 élèves, aujourd'hui, à retourner en classe dans plus de 2700 écoles publiques au Québec, cette fois tous ensemble : maternelle, primaire et secondaire.

Il n'y a pas si longtemps, la cohorte dépassait le million. À cause de la baisse du taux de natalité, les écoles du Québec sont, en effet, confrontées à une baisse des effectifs étudiants depuis l'année scolaire 1993-94, alors qu'ils étaient 1 012 083. Depuis, elles assistent à une décroissance des effectifs.

Les régions les plus affectées par la décroissance des effectifs étudiants sont le Saguenay, avec une baisse d'environ 20 % entre les années scolaires 1993-94 et 2000-2001 ; le Bas Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, avec une baisse d'environ 18 % ; la Côte-Nord, puis l'Abitibi.

Comme les commissions scolaires sont surtout financées en fonction du nombre d'élèves qu'elles accueillent, la décroissance étudiante peut avoir des effets négatifs, comme la fermeture de petites écoles et la diminution des services.

Ces situations provoquent un véritable casse-tête, parce que les commissions scolaires ont des coûts : chauffage, infrastructures à maintenir, rémunération du personnel, etc. « Elles s'arrachent les cheveux », affirme en entrevue le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, André Caron.

Dans d'autres régions du Québec, comme la couronne nord de Montréal, c'est la situation contraire : les jeunes familles s'établissent en banlieue, au point où on y manque d'écoles et de locaux.

De ces 978 530 élèves, 680 000 seront transportés, matins et soirs, par les autobus scolaires.

Ce matin, on retrouvera donc sur nos routes 10 000 autobus d'écoliers qui parcourront collectivement un million de kilomètres par jour, selon la Fédération.

En plus de vivre une décroissance de sa clientèle, l'école vit une métamorphose entre ses murs.

« La mission est un peu plus sociale qu'elle l'était », explique M. Caron, qui cite deux réalités d'importance, comme l'intégration des élèves en difficultés et l'intégration des enfants issus de communautés culturelles.

Les écoles sont confrontées, depuis quelque temps, à une pénurie de spécialistes, comme les orthophonistes. Selon M. Caron, il en manquait une cinquantaine au Québec, le printemps dernier, quoique des démarches aient été entreprises depuis pour en recruter en Belgique et en France.

En outre, la réforme de l'éducation entre dans une deuxième phase cette année, touchant cette fois les 3^e et 4^e années du primaire.

Le ministre de l'Éducation, François Legault, a indiqué que l'accent sera mis sur les matières de base, comme le français, les mathématiques et l'histoire. Aussi, les enseignants seront invités à se montrer plus concrets encore, précisant à quoi servent ces apprentissages.

De plus, l'anglais langue seconde sera désormais enseigné dès la 3^e année du primaire, pour la première fois cette année.

M. Caron ne prévoit pas de turbulences dans l'application de la réforme, comme ce fut le cas par le passé. Les professeurs s'étaient plaints d'avoir été mal préparés ; les bulletins impressionnistes avaient été dénoncés par plusieurs ; la réforme n'avait pas été suffisamment expliquée. Cette année, « l'humeur a l'air au beau fixe », rapporte M. Caron, qui s'est entretenu avec des directeurs d'école, des enseignants.



En larmes, deux élèves de l'école primaire Holy Cross, dans le nord de la ville de Belfast, subissent les hurlements de citoyens protestants. La scène s'est répétée toute la matinée devant la petite école.

Rentrée scolaire terrifiante à Belfast

Quinze policiers blessés en protégeant les élèves d'une école primaire catholique

d'après AFP

BELFAST — Abreuvé d'injures et arrosés de projectiles par des protestants hystériques, des écoliers catholiques de Belfast ont effectué, hier, terrifiés, une triste rentrée scolaire sous haute protection policière, tandis que le climat se dégrade en Irlande du Nord.

Quinze policiers ont été blessés en tentant de protéger les écoliers catholiques qui effectuaient leur rentrée à l'école primaire Holy Cross, au nord de Belfast. Une mère de famille a été hospitalisée après avoir reçu un projectile à la tête, a annoncé la police.

Pimpante dans son uniforme rouge et gris, Eirinn Keenan, sept ans, avance vers son école. En larmes, elle se cramponne à la main de sa mère, qui tente maladroitement de lui couvrir les oreilles pour la protéger des hurlements et insanités fusant de tous côtés.

La scène s'est répétée toute la matinée devant la petite école. Sur plusieurs centaines de mètres, quelque 200 policiers en tenue antiémeute, casques sur la tête et boucliers brandis, ont formé une double haie pour faire écran entre les enfants, leurs parents et une foule de protestants déchaînés.

L'objet de cette poussée de haine ? Le passage des enfants par une rue protestante, Ardoyne, pour se rendre à leur école, catholique. Cette intrusion est jugée inacceptable par les loyalistes, qui réclament que les catholiques fassent un détour. Ce que ces derniers refusent.

Des rencontres entre les dirigeants des communautés ces dernières semaines n'ont pas permis de trouver une solution.

Debout au milieu des débris des vitres brisées, la directrice de l'école, Anne Tanney, qualifie les manifestants de « malades ».

« Tout ce que nous pouvons faire, c'est faire écran. Nous le faisons au milieu de la rue Ardoyne depuis ce matin », a déclaré le directeur adjoint de la police pour Belfast, Alan McQuillan, se déclarant prêt à redéployer ses forces chaque matin s'il le fallait.



Sur plusieurs centaines de mètres, 200 policiers en tenue antiémeute ont formé une double haie pour faire écran entre les enfants, leurs parents et une foule de protestants déchaînés.

Les violences avaient commencé dans la soirée de dimanche, avec des attaques de loyalistes contre des maisons de catholiques.

Le président du comité d'administration de Holy Cross, le père Aidan Troy, a annoncé avoir convoqué une réunion des parents, hier soir, pour tenter de les convaincre d'emprunter un détour. « Si demain une petite fille était blessée par une bouteille, je ne crois pas que je pourrais marcher la tête haute », a-t-il dit.

Ces nouvelles violences interviennent alors que l'Irlande du Nord connaît un regain de tension, avec une multiplication des tentatives d'attentats et des violences intercommunautaires.

Sur le plan politique, le processus de paix est dans l'impasse depuis la démission du premier ministre de la province, le protestant David Trimble, le 1^{er} juillet, qui en a paralysé les institutions.

Les tentatives pour surmonter les divergences, notamment le désarmement de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), la réduction de la présence militaire britannique dans la province et la réforme controversée de la police, ont à ce jour échoué.

Sur la police, un seul parti, le SDLP (catholique modéré) a appuyé le projet proposé par Londres.



Photo Presse Canadienne

Si beaucoup de parents accompagnent leur enfant jusqu'à l'école, près de 680 000 élèves seront, durant la prochaine année scolaire, transportés quotidiennement par autobus.

LA GUÉPIÈRE

Le balconnet
tricot tee-shirt **21.⁹⁵**

Une nouvelle collection exclusive à La Guépière de dessous en tricot de coton et lycra stretch qui propose une nouvelle définition du confort au quotidien. Kaki, noir ou blanc. 32-34A, 32 à 36B, 34-36C. Rég. 30.00* Bikini coordonné 9,99

la maison
simons

QUÉBEC | PLACE STE-FOY | GALERIES DE LA CAPITALE | VIEUX-QUÉBEC | MONTRÉAL | 977 RUE STE-CATHERINE O. | PROMENADES ST-BRUNO | SHERBROOKE | CARREFOUR DE L'ESTRIE

Le bas Contemporaine
culotte de maintien **3.⁹⁹**

Notre exclusivité, un bas à jambes et pieds préformés pour un galbe impeccable. Nylon et lycra 15 deniers de qualité supérieure qui offre une belle transparence et une bonne résistance. Noir, ombre, grège, chameau, naturel, minuit. P.m.g.tg. Rég. 6.00*

la maison
simons

QUÉBEC | PLACE STE-FOY | GALERIES DE LA CAPITALE | VIEUX-QUÉBEC | MONTRÉAL | 977 RUE STE-CATHERINE O. | PROMENADES ST-BRUNO | SHERBROOKE | CARREFOUR DE L'ESTRIE

*Le prix régulier signifie le prix auquel cet article est habituellement vendu chez Simons et n'est pas une indication du prix auquel est vendu la majorité des articles en question.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

4 septembre 2001

Page A6 manquante

EN BREF

Pas de barbe dans la marine

LA MARINE canadienne craint que le port de la barbe chez certains de ses marins ne constitue un risque pour la sécurité, et envisage de l'interdire. Il a été démontré que la barbe nuit à l'efficacité des masques à gaz. C'est pourquoi le ministère de la Défense songe à rendre l'usage du rasoir obligatoire pour les marins, lorsque ceux-ci sont en mer. Dans le cadre de sa révision de la politique de sécurité au travail de la marine, un groupe d'officiers se penche sur la façon dont les équipements de sécurité comme les masques à gaz sont compatibles avec les mentons poilus. En cas d'urgence à bord ou de guerre chimique, les marins, qui sont des combattants, doivent tous porter le masque à gaz. — d'après PC

Des vieux ponts laissés à eux-mêmes

PLUSIEURS VIEUX ponts relevant du gouvernement fédéral n'ont pas été inspectés depuis plusieurs années, en dépit de mises en garde à l'effet qu'ils pourraient représenter une menace pour la sécurité publique, révèle des documents gouvernementaux. À la suite d'une vérification interne menée en 1999, le ministère fédéral des Travaux publics a été avisé que ses inspections de 33 ponts étaient trop irrégulières. Certains de ces ponts avaient été inspectés en détail seulement une fois en cinq ans. Le gouvernement fédéral possède 33 ponts âgés de 25 à parfois 100 ans. — d'après PC

Mêmes soins pour tous

SOUVENT MIS au pilori, le système canadien de soins de santé remplit pourtant bien ses fonctions, qui sont de fournir au contribuable les soins dont il a besoin, indépendamment de son statut socio-économique, affirme une nouvelle étude. « La conclusion, c'est qu'au Canada, on a accès aux soins de santé en fonction de ses besoins, plutôt que de son revenu », commente le docteur Murray Finkelstein, de l'hôpital Mount Sinai, à Toronto. Le médecin a étudié les données portant sur 2170 résidents de l'Ontario ayant participé au sondage national sur la santé mené par Statistique Canada en 1995. Une première analyse des chiffres recueillis pourrait laisser croire que les pauvres ont recours plus souvent aux services de santé que les personnes ayant des revenus élevés. — d'après PC

Peu d'avocats pour les autochtones

SELON UN rapport du ministère de la Justice, il y aurait si peu d'avocats pour représenter les autochtones en Colombie-Britannique et au Yukon qu'ils ne peuvent s'occuper de tous les dossiers et qu'ils pourraient être « sérieusement » mal préparés pour défendre une cause importante. Les autorités fédérales ont indiqué que de nouveaux avocats avaient été engagés depuis la rédaction du rapport, en septembre 2000. Toutefois, des observateurs ont soutenu que peu importe le nombre d'avocats, il n'y en aura jamais assez pour s'occuper des dossiers impliquant des autochtones partout au Canada. — d'après PC

L'aide sociale indexée au coût de la vie

LE MINISTRE de l'Emploi de l'Alberta a annoncé hier que les prestations d'aide sociale seront indexées au coût de la vie dans les différentes communautés de la province. Le gouvernement espère que le changement permettra d'éliminer les inéquités entre les prestataires dans les régions en forte croissance et ceux qui vivent dans des secteurs où le développement économique est moins rapide, a expliqué le ministre Clint Dunford. L'Alberta s'est jointe à un programme fédéral visant à mettre en place un système dit « d'indice du panier de provisions ». Dans ce système, le montant des prestations d'aide sociale vise à assurer les besoins essentiels d'une famille pour qu'elle puisse mener une existence honorable et en santé. — d'après PC

Joe Clark rencontrera le vice-président américain

LE LEADER du Parti conservateur, Joe Clark, a l'intention d'aborder les questions des subventions à l'agriculture, des pipelines et de la défense antimissiles lorsqu'il s'entretiendra avec le vice-président américain, Dick Cheney, à Washington, cette semaine. Mais le conflit du bois d'oeuvre dominera vraisemblablement la rencontre, prévue pour demain, a indiqué M. Clark. L'incertitude sur ce qui se passera à long terme a un effet désastreux sur l'industrie forestière canadienne, a expliqué M. Clark, en entrevue à Saanich, en Colombie-Britannique. — d'après PC

20% des Canadiens disent avoir été victimes d'agressivité au volant

LIA LEVESQUE
Presse Canadienne

UN CANADIEN sur cinq dit avoir été victime du comportement agressif au volant d'un autre automobiliste. Cette agressivité se limite toutefois généralement à des gestes indécents ou à des paroles grossières.

C'est ce que révèle un sondage Léger Marketing réalisé auprès de 1508 Canadiens et dont les résultats ont été communiqués à la Presse Canadienne.

Plus précisément, 20,4 % des Canadiens disent avoir déjà été victimes du comportement d'un automobiliste agressif, alors que 32 % disent en avoir été témoins.

Au Québec, ce sont 21,5 % des gens qui disent avoir été victime d'un automobiliste agressif et 36,5 % qui disent avoir été témoin d'un tel comportement.

De toutes les régions ou provinces, c'est en Colombie-Britannique que le phénomène serait le plus courant, avec 21 % de victimes et 40 % de témoins. C'est dans l'Atlantique que le phénomène serait le moins répandu, seulement 13 % des personnes interrogées disant en avoir été victimes et 18 %, témoins.

À la Société de l'assurance automobile du Québec, le chef de service aux études et stratégies en sécurité routière, M. Claude Dussault, insiste sur le fait qu'il est important de différencier les différents degrés d'agressivité des conducteurs. Entre montrer son majeur et sortir de sa voiture pour tabasser quelqu'un, « il y a tout un monde », a-t-il commenté en entrevue.

Interrogé sur le genre de comportement agressif auquel ils ont été confrontés, les Canadiens ont cité : faire un geste indécent (montrer le majeur ou faire un bras d'honneur), dans une proportion de 40,5 % ; faire des menaces verbales ou prononcer des paroles grossières, dans une proportion de 27 % ; asséner des coups sur le véhicule, dans une proportion de 6,6 % ; adopter une conduite automobile dangereuse (couper la route, dépasser puis freiner brusquement), dans une proportion de 6,1 % ; provoquer une collision volontaire avec le véhicule de la victime, dans une proportion de 5,3 % ; et agresser en causant des blessures, dans une proportion de 4,2 %.

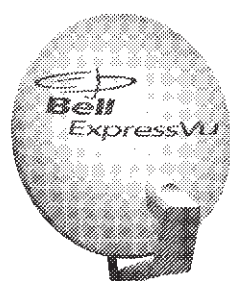
D'autres comportements ont été cités dans une moindre mesure, comme des menaces avec une arme ou une poursuite par l'agresseur.

« Peu surpris » des résultats du sondage, M. Dussault relève le fait que les comportements plus graves restent le lot d'une petite minorité. M. Dussault refuse de faire un lien entre l'automobile et le comportement agressif. « Ce n'est pas l'apanage de l'automobile. Une conclusion fautive serait de prendre ce sondage et de dire que l'automobile engendre l'agressivité. Les humains, dans leurs rapports entre eux, dans tous les milieux où ils sont, manifestent certaines formes d'agressivité. Heureusement, dans tous les milieux, ces formes d'agressivité restent, règle générale, dans le verbal, dans le gestuel. Malheureusement, parfois, ça en vient aux coups. » À ce sujet, M. Dussault rapporte des explications déjà avancées par des psychologues, voulant que l'automobile soit parfois vue comme le prolongement de l'espace vital d'une personne, d'où la réaction spontanée de certains.

Le sondage a été réalisé auprès de 1508 Canadiens âgés de 18 ans et plus, du 3 au 13 août. La marge d'erreur est de 2,6 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Pour les questions qui n'ont été posées qu'aux victimes de comportement agressif, il n'y avait que 304 répondants.



Il y a toujours quelque chose de bon.



99\$ après rabais

Il y a toujours quelque chose de bon avec Bell™ ExpressVu™

- Accès à plus de 275 canaux
- Jusqu'à 50 canaux de télé à la carte dont 18 en français
- L'antenne la plus discrète au pays
- Image et son de qualité numérique
- Choix de nombreux forfaits flexibles et avantageux
- Service à la clientèle bilingue accessible 24 heures sur 24.

	199\$ Antenne parabolique, récepteur et télécommande
	Crédit de programmation sur forfaits Combo Maxi Plus, le Mega Combo ou « The Works »
	100\$
	99\$ PRIX NET*
	Installation professionnelle à 99\$**
	Une économie de 100\$
	Forfait de base débutant à 9\$5\$ /mois

*Cette offre s'applique seulement aux nouveaux abonnés résidentiels. Cette offre est valide jusqu'au 30 septembre 2001. Le crédit de programmation de 100\$, incluant les taxes, est applicable sur un des trois forfaits suivants: Combo Maxi Plus, Mega Combo ou « The Works » qui peuvent être modifiés sans préavis. L'offre s'applique au modèle 3100 et le prix d'achat pour le consommateur est de 199\$ avant taxes. **L'offre spéciale « installation professionnelle à 99\$ » s'applique à une installation de base seulement. Bell est une marque de commerce de Bell Canada, utilisée sous licence. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, société en commandite.

www.expressvu.com 1 888 759-3474



SOLARIUMS Zytco
VASTE SÉLECTION DE MODÈLES DE SOLARIUMS TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN, CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN
ALUMINIUM OU CÈDRE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM
514-335-2050
800-361-9232

loto-québec résultats

649	Tirage du 2001-09-01	GAGNANTS	LOTS
07 08 18 23 47 48		6/6: 1	5 000 000,00 \$
		5/6+: 7	94 959,00 \$
		5/6: 266	1 999,10 \$
		4/6: 15 873	64,20 \$
		3/6: 298 452	10,00 \$
Numéro complémentaire: 49		Ventes totales: 16 479 871 \$	
		Prochain Gros lot: 2 000 000 \$	

49	Tirage du 2001-09-01	GAGNANTS	LOTS
07 11 12 22 34 43		6/6: 0	1 000 000,00 \$
		5/6+: 1	50 000,00 \$
		5/6: 28	500,00 \$
		4/6: 1 585	50,00 \$
		3/6: 26 699	5,00 \$
Numéro complémentaire: 16		Ventes totales: 636 593,50 \$	

Promotion Double Jeu*

649 + 49	Tirage du 2001-09-01	GAGNANTS	LOT
		05 22 41 44	208,33 \$

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

PANCO	Tirage du 2001-09-02
04 06 11 12 16 18 22 27 29 38	
39 41 43 44 50 51 54 57 63 64	

Extra	Tirage du 2001-09-02	NUMÉRO: 908346
Extra	Tirage du 2001-09-01	NUMÉRO: 498693

Le jeu doit rester un jeu.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Espace Bell **Dumoulin** **BRAULT & MARTINEAU** **FUTURE SHOP**

RadioShack **CENTRE HI-FI** **STEREO** **La clé de soi**

Et chez tous les autres détaillants autorisés.

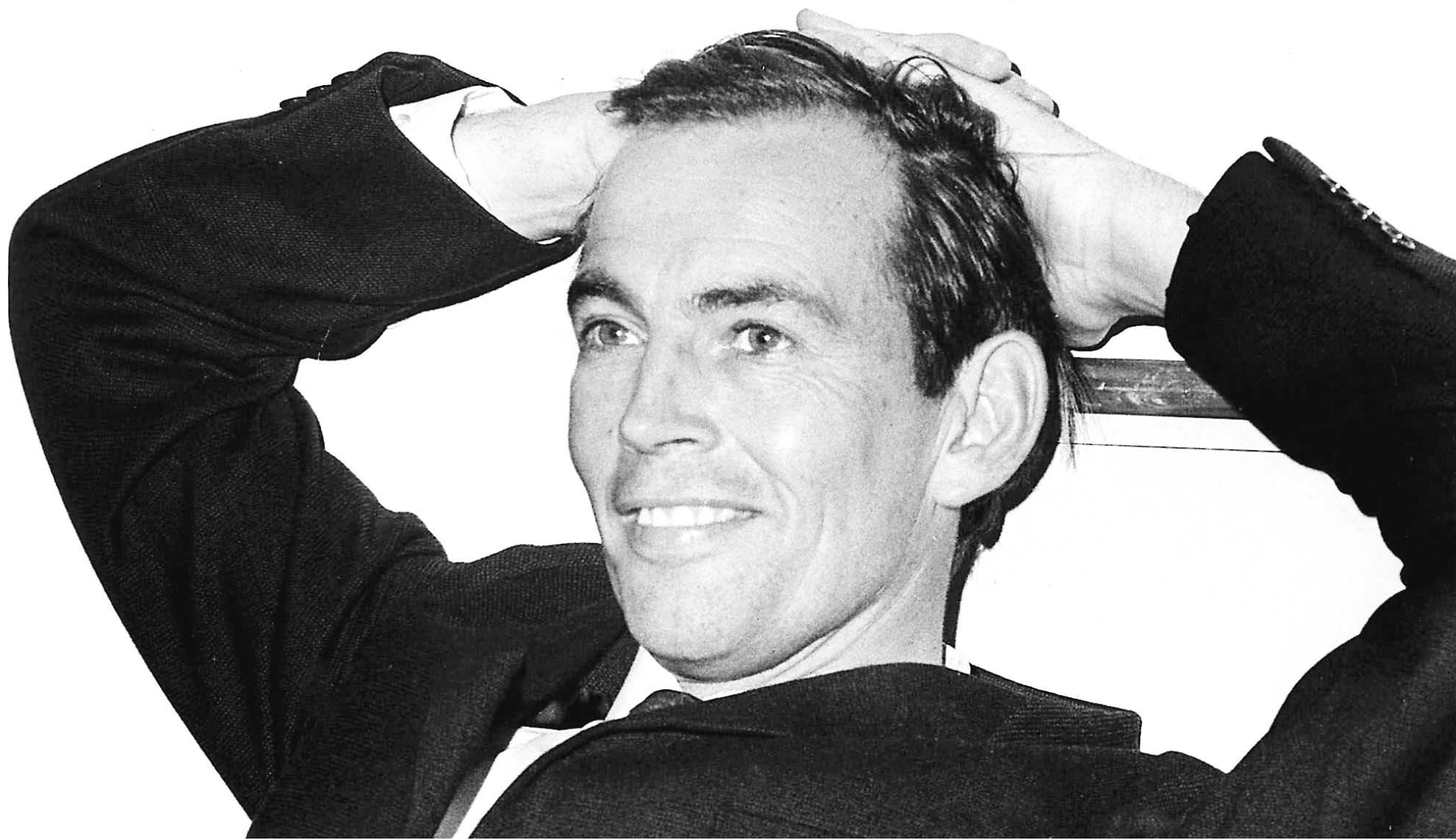


Photo Associated Press

Bénéficiant d'un physique de star de cinéma et d'un éternel sourire rayonnant, le Dr Barnard fit pendant des années les délices de la presse populaire.

Christiaan Barnard, pionnier de la greffe du coeur et bourreau des coeurs

Agence France-Presse

JOHANNESBURG — Le médecin sud-africain, Christiaan Barnard, mort dimanche à l'âge de 78 ans, à Chypre, a été le premier chirurgien au monde à effectuer une transplantation cardiaque.

Cette opération intervint le 3 décembre 1967, à l'hôpital Groote Schuur du Cap. Le Dr Barnard implanta, ce jour-là, le coeur d'une jeune femme de 25 ans morte dans un accident de la route chez un malade de 53 ans, Louis Washkansky, qui devait survivre 12 jours. Cette intervention fit de lui, en moins de 24 heures, une célébrité à l'échelle de la planète. Mais outre sa célébrité médicale, Barnard fit pendant des années les délices de la presse populaire car le chirurgien, qui bénéficiait d'un physique de star de cinéma et d'un éternel sourire rayonnant, était aussi un bourreau des coeurs.

Après sa première mondiale, Barnard et son équipe ont multiplié les transplantations et permis à des cardiaques de vivre de plus en plus longtemps. Son activité médicale, qui a pris fin en 1983, lui a valu de multiple titres et récompenses.

Fils de pasteur, Chris Barnard est né le 8 novembre 1922 à Beaufort West, une petite ville du sud-ouest de l'Afrique du Sud. C'est la mort de l'un de ses quatre frères, à l'âge de cinq ans, d'une maladie cardiaque, qui serait à l'origine de la vocation de celui qui allait devenir le chirurgien le plus connu au monde.

Il a commencé sa carrière médicale à l'hôpital de Groote Schuur, mais obtint sa spécialité en cardio-



En octobre 1968, Christiaan Barnard atterrissait à Dorval. Durant un court séjour au Québec, il rencontre notamment le maire Jean Drapeau et présente une conférence à l'Hôpital général juif de Montréal. À gauche, le Dr Barnard en janvier 1994.



Photothèque La Presse

logie aux États-Unis, en 1958, à l'Université du Minnesota, à Minneapolis.

L'opération de 1967 fut le début d'une vie privée mouvementée. Sa première épouse, Aletta Louw, a demandé le divorce deux ans après la première transplantation cardiaque.

Barnard n'a pas fait mystère, dans son autobiographie, de ses multiples conquêtes. Il s'est vanté notamment d'avoir eu une relation avec l'actrice italienne Gina Lollobrigida.

En 1970, il eut un deuxième mariage avec Barbara Zoellner, une héritière âgée de 19 ans, avec qui il eut deux enfants et dont il divorça en 1982. Il a ensuite épousé en

1988 Karin Setzkorn, qui n'avait que 18 ans, alors que le médecin était déjà âgé de 66 ans. Ils ont eu ensemble deux enfants. Mais là aussi, l'issue fut un divorce en 2000.

Le Dr Barnard s'était installé depuis peu en Autriche, après avoir indiqué avoir beaucoup souffert de la couverture médiatique de son divorce avec Karin. Il était revenu en juin dernier au Cap pour accompagner un petit garçon russe de deux ans qui devait se faire traiter pour un problème artériel grave.

Cause inconnue

Le cardiologue sud-africain a perdu conscience, dimanche, au bord de la piscine de l'hôtel Coral Beach, un établissement luxueux

où il séjournait à Paphos. Un cardiologue, Neophytos Papageorgiou, qui se trouvait aussi dans l'hôtel a tenté de le ranimer.

« Quelqu'un s'est mis à crier : quelqu'un se sent mal », a raconté le Dr Papageorgiou aux journalistes.

« Quand je suis arrivé à son trépas, il était allongé sur le côté et ne respirait pas. J'ai tenté sans succès de le ranimer avec des membres du personnel », a-t-il ajouté.

L'autopsie du corps du Dr Barnard aura lieu aujourd'hui. Une fois celle-ci terminée, des mesures seront prises pour rapatrier sa dépouille en Afrique du Sud.

L'auteur de la première greffe du coeur en Grande-Bretagne, en

1979, Sir Terence English, l'a qualifié d'« homme très méticuleux et très difficile en salle d'opération ».

« À un moment donné, il était l'un des deux ou trois hommes les plus connus du monde », a ajouté Sir English. « Vous pouviez vous balader et rencontrer des gens qui ne savaient pas qui était John Kennedy, mais qui connaissaient Chris Barnard. »

L'ancien président sud-africain Nelson Mandela a lui aussi exprimé sa surprise et sa peine à la nouvelle de la disparition du chirurgien de nationalité sud-africaine.

« Sa mort est une grande perte pour le pays après toutes ses contributions. Il était également une voix contre l'apartheid », a-t-il déclaré à des journalistes.

Bâtons de hockey de 20% à 50%

À l'achat de deux bâtons de hockey et ou palettes de remplacement de votre choix obtenez 20% de réduction sur le prix régulier. (Sauf modèle Easton Synergy)

Bâton Sherwood 5000 PRO rég.: 14.99

2 pour 19.99

Coudes C.C.M. EP100 SR Prix rég.: 39.99

Gants de hockey Easton-Air (modèle 2000) 15.5po rég.: 179.99 14.5po rég.: 159.99

Gants Hespeler HG3500 cuir synthétique 14 pouces rég.: 69.99

Patins Bauer 1000 Enfant rég.: 99.99 Junior rég.: 119.99

Patins Sherwood SK5000 SR Avec lames en acier inoxydable Prix rég.: 159.99

Patins Sherwood SK6000 SR Avec lames en acier inoxydable Prix rég.: 139.99

Palettes de remplacement Canadien C20 rég.: 18.99

Bas de hockey Monsport Prix rég.: 12.99

chandails de hockey de qualité supérieure pour équipe. Lot de 16 chandails (14xl + 2xxl) grand choix de couleurs (NHL et IHL) et livraison immédiate 15.00 le chandail

Sac de hockey Bauer suprême BSBC 40po. avec poches pour patins rég.: 49.99

Pantalons de hockey CCM Supra HP220 JR rég.: 99.99 SR rég.: 119.99

Pantalons de hockey Cooper hp100 JR rég.: 33.99

Advertisement for LANCE ESCOMPTE featuring various hockey equipment like sticks, gloves, skates, and bags with prices and discounts.

Advertisement for ANGLAIS language courses, including 'COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION' and 'Formation en entreprise'.

Advertisement for Loto-Québec showing lottery results for Bancor and Quiddiemo.

Advertisement for 'LE CANCER, UNE QUESTION DE VIES' by the Fondation Québécoise du Cancer.

Heures d'ouverture MÉGA MAGASIN de LAVAL: lundi au mercredi de 9h00 à 18h00, jeudi et vendredi de 9h00 à 21h00, samedi de 9h00 à 17h00 et dimanche de 11h00 à 17h00. Les autres magasins: lundi au mercredi de 9h30 à 18h00, jeudi et vendredi de 9h30 à 21h00, samedi de 9h00 à 17h00 et dimanche de 11h00 à 17h00. La vente LANCE-ESCOMPTE se termine le dimanche 30 septembre 2001. Certaines grandeurs ou couleurs peuvent manquer dans certains magasins. Equipements de gardien (sauf les bâtons) seulement aux magasins de Laval, Greenfield Park, D.D.O. et P.A.L. Les produits illustrés servent de référence et peuvent être différents des produits annoncés

ÉTATS-UNIS

Le Sénat veut faire taire les « informateurs »

LÉON BRUNEAU
Agence France-Presse

WASHINGTON — Soucieux de protéger leur droit à l'information, des médias américains ont engagé une campagne pour protester contre une initiative parlementaire qui durcirait la législation contre la fuite d'informations confidentielles.

Le débat oppose la protection des secrets de l'État à la liberté de la presse. Il devrait refaire surface demain à l'occasion d'une audition devant la Commission du Sénat chargée des affaires de renseignement de cette proposition permettant des poursuites pénales contre les auteurs de fuites.

L'initiative émane d'un sénateur

républicain de l'Alabama, Richard Shelby, membre de la Commission, qui a « l'intention de proposer cette législation » sous la forme d'un amendement à une loi-cadre budgétaire sur les services du Renseignement, a indiqué vendredi l'un de ses collaborateurs sous couvert d'anonymat.

L'année dernière, ce sénateur avait élaboré une proposition identique, qui a été approuvée par les deux chambres. Toutefois, l'ancien président démocrate Bill Clinton y avait mis son veto.

Les « fuites compromettent notre sécurité nationale et nous empêchent de mieux protéger les personnels » travaillant dans le Renseignement, estime le sénateur Shelby.

En l'état actuel, la loi américaine prévoit la possibilité d'engager des poursuites judiciaires dans le cas où la fuite porte sur des informations confidentielles de nature à constituer un préjudice à la sécurité nationale des États-Unis. L'auteur de la fuite doit, en outre, être conscient du fait que l'information pourrait « nuire » aux États-Unis.

La nouvelle proposition de réforme irait beaucoup plus loin, selon plusieurs associations de représentants de la presse.

Elle permettrait d'engager des poursuites criminelles — avec des sanctions allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement — à l'encontre de tout employé gouvernemental, en activité ou à la retraite, qui aurait sciemment livré des « informations protégées » à toute personne

non habilitée à en prendre connaissance.

Cette définition assez large effraie les milieux journalistiques.

« Nous n'avons pas eu de « loi de protection des secrets d'États » (*Official Secrets Act*, le nom d'une loi britannique particulièrement restrictive) en temps de guerre ou pendant la guerre froide et nous n'en avons pas besoin maintenant », a affirmé Tim McGuire, responsable au *Star Tribune*, un quotidien de Minneapolis, et qui préside la Société américaine des éditeurs de journaux (ASNE, 850 membres).

« Le Congrès devrait se pencher sérieusement sur la réalité qu'imposerait cette proposition de loi qui découragerait les informateurs. Cela veut dire que des affaires

comme les *Pentagon Papers* ou le scandale de l'Irangate n'auraient jamais été portées à l'attention de l'opinion publique », a-t-il ajouté.

De son côté, la présidente de l'Association des directeurs de radios et télévisions (3200 membres), Barbara Cochran, a insisté « sur l'impact potentiellement désastreux (de cette loi) sur le droit à savoir de l'opinion publique » et sur la liberté de la presse, protégée dans le premier amendement de la Constitution américaine.

Dans une lettre récente à la Commission, elle s'est notamment inquiétée que « des procureurs empressés soient naturellement plus enclins à saisir des documents, à lancer des mandats de perquisition et même à mettre sur écoute les journalistes ».

Des requins font deux morts et deux blessés ce week-end



Agence France-Presse

WASHINGTON — Un couple de nouveaux mariés pratiquant le surf sur les « Outer Banks » de la Caroline du Nord a été attaqué par un requin, hier, l'homme y perdant la vie tandis que sa femme se trouve dans un état critique. Elle est hospitalisée au Norfolk Sentara Hospital de Virginie, souffrant de graves blessures à l'abdomen.

Cette attaque est survenue au lendemain du décès d'un garçon de 10 ans, lui aussi victime d'un requin. L'enfant a été mordu samedi très grièvement à la jambe alors qu'il se baignait à Virginia Beach.

La mort du jeune David Peltier a d'autant plus choqué les Américains qu'elle est survenue à un endroit où les squales n'évoluent généralement pas, à quelque 300 km au sud-est de Washington.

« C'est un accident horrible », a confié à la presse le maire de Virginia Beach, Meyera Oberndorf, qui dissimulait à grand-peine son émotion en évoquant la mémoire de David Peltier.

Selon elle, « les attaques de requins dans ce secteur sont exceptionnellement rares, au point que nous n'avons pas souvenir d'une seule attaque de ce genre à Virginia Beach », a-t-elle ajouté.

Le jeune garçon se baignait samedi avec son père, Richard, au bord de la mer, avec de l'eau à hauteur de ses hanches seulement, lorsque le requin d'une longueur de 2,40 mètres lui a mordu profondément la jambe gauche.

L'enfant a été rapidement pris en charge par des sauveteurs, puis conduit dans un hôpital de Norfolk. En dépit des soins, il a succombé dimanche matin.

Ce drame n'a cependant pas incité les au-

torités à fermer les plages de Virginia Beach.

« Nous demandons aux baigneurs d'être vigilants. Nous ferons tout ce qui est possible pour les protéger », a affirmé dimanche le chef de la police locale, Bruce Edwards.

Un militaire américain a aussi été mordu hier par un requin alors qu'il se baignait à Mayport, une station balnéaire située à une trentaine de kilomètres de Jacksonville, en Floride.

Le jeune homme, âgé de 20 ans, a été mordu superficiellement et n'a pas perdu trop de sang, a-t-on précisé en soulignant que ses jours n'étaient pas en danger.

Depuis le début du mois de juillet, les marques d'agressivité des requins ont été largement médiatisées dans l'ensemble des États-Unis.

Le 6 juillet, un enfant de huit ans, Jessie Arbogast, a été attaqué par un requin le long d'une plage de Floride. Le squalo lui a arraché le bras, causant de grandes pertes de sang. Le garçonnet se trouve depuis dans un « coma léger ».

Au cours de la dernière semaine du mois d'août, au moins neuf personnes ont été attaquées par des requins à New Smyrna, en Floride, à quelque 360 km au nord de Miami. Une partie de la plage a été fermée à la baignade. Quelques jours auparavant, six surfeurs avaient également été attaqués.

En dépit de l'émotion, les experts ne cessent de dédramatiser. « Les attaques se déroulent au même rythme que l'an dernier », a récemment déclaré Gary Violetta, spécialiste des requins au Sea World à Orlando, en Floride.

Les experts craignent en revanche une vague de « représailles ». Selon eux, quelque 100 millions de requins sont capturés chaque année par des pêcheurs de 125 pays.

Les baigneurs restaient nombreux dimanche sur cette plage de Virginia Beach au lendemain de l'attaque de requin qui a tué un garçon de 10 ans. Photo AP

Janet Reno courtiserait la Floride

Associated Press

MIAMI — L'ancienne ministre américaine de la Justice Janet Reno a l'intention de se lancer aujourd'hui à la conquête du poste de gouverneur de la Floride qu'occupe actuellement Jeb Bush, le frère du président américain George W. Bush, selon deux sources

proches de Mme Reno. Janet Reno, 63 ans, a confié hier qu'elle avait l'intention d'annoncer sa décision de briguer ou non le poste de gouverneur en novembre 2002. « Je pense que vous serez stupéfaits », a-t-elle lancé aux journalistes invités au pique-nique organisé près de son domicile à l'occasion de la fête du Travail.

QUÉBEC NEW YORK

UNE BONNE AFFAIRE

LE PLUS GRAND RASSEMBLEMENT DE TALENTS QUÉBÉCOIS JAMAIS ORGANISÉ!

Du 13 septembre au 7 octobre, le Québec présente ce qu'il fait de mieux à New York.

- Des prestations uniques venant d'une cinquantaine de groupes artistiques québécois : de la musique aux démonstrations d'art techno, en passant par des performances de danse avant-gardistes...

- Des séminaires, des conférences et des expositions par plus de 400 entreprises québécoises de pointe dans les secteurs de la technologie, des nouveaux médias, de la mode, de la fine cuisine, du capital de risque et encore plus!

« Une occasion en or de mettre en valeur, comme jamais auparavant, le génie financier, économique et culturel du Québec. »

ANDRÉ BÉARD
PRÉSIDENT DU CONSEIL ET CHEF DE LA DIRECTION,
BANQUE NATIONALE DU CANADA

« Québec New York 2001 poursuit cette belle tradition de faire rayonner à l'étranger l'excellence de la créativité québécoise. »

PHYLIS LAMBERT
DIRECTEUR FONDATEUR ET PRÉSIDENT DU CONSEIL
DES FIDUCIAIRES, CENTRE CANADIEN D'ARCHITECTURE

« Un belle conquête à l'horizon pour tous ceux qui ont une vision. »

LISE WATIER
PRÉSIDENTE, LISE WATIER COSMÉTIQUES INC.

AU WORLD FINANCIAL CENTER

DU 13 SEPT. AU 7 OCT. 2001

QUÉBEC ! NEW YORK

www.quebecnewyork.com

Québec

Retour à L'écoL.L.

Symposium

8 ET 9 SEPTEMBRE 2001

Venez visiter, chez L.L. Lozeau, le plus important salon d'équipement photographique au Québec où les fabricants exposent leurs produits dernier cri.

CLINIQUE CAMÉRA

Docteur Lozeau & « Compagnies » Spécialiste en « caméralogie » 8 et 9 septembre 2001

Présentez-vous à la clinique du Docteur Lozeau & « Compagnies »

Faites vérifier votre équipement photographique GRATUITEMENT.



Canon



Laissez l'EOS vous aider à prendre les photos que vous avez toujours voulu prendre!

- Appareil photo réflex 35 mm
- Objectif zoom EF 28-90 mm F4-5.6
- 7 zones de mise au point
- Multiprogramme
- Bouton de profondeur de champ
- Avec poignée BP-200

569⁹⁹\$

Incluant : sac photo, courroie et pile

SEKONIC L-328



- Deux dans un!
- Posemètre et flashmètre
 - Tête pivotante
 - Pour lumière incidente ou réfléchie

339⁹⁹\$

Incluant : étui, adaptateurs et pile

Nikon F65



Le F65 peut absolument tout faire, donc vous aussi!

- Appareil photo réflex 35 mm
- Objectif zoom Nikkor 28-80 mm F3.3-5.6
- 5 zones de mise au point
- Visualisation profonde de champ
- Flash intégré

529⁹⁹\$

Incluant : sac photo, courroie et pile



- Imbattable!
- Papier photo noir et blanc Multigrade IV
 - Format 8 x 10
 - Emballage de 100 feuilles
 - Finis glacé, perlé ou satiné

27⁹⁹\$

2982486



L.L. Lozeau
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE
ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE

6224 • St-Hubert • Montréal • Québec

• H2S 2M2

514-274-6577

www.lozeau.com

valide jusqu'au 14 septembre 2001

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

4 septembre 2001

Page A10 manquante

MONDE

Macédoine: la question de l'après-OTAN préoccupe

d'après AFP

SKOPJE — Face à une situation qui reste volatile en Macédoine, la question d'une présence internationale prolongée commence à se poser avec acuité, même si l'OTAN exclut toujours d'étendre son mandat, qui se termine à la fin du mois.

La mise en oeuvre progressive de l'accord de paix avance vaillamment mais les soubresauts du débat politique — qui a déjà pris deux jours de retard — et une situation toujours instable sur le terrain inquiètent déjà la communauté internationale, qui se demande si les échéanciers seront respectés.

Aux termes de l'agenda très serré du processus de paix en Macédoine, la réforme constitutionnelle visant à octroyer davantage de droits à la minorité albanaise doit être définitivement adoptée le 27 septembre. La mission de désarmement de la guérilla de l'UCK par l'OTAN, étroitement liée au processus parlementaire, s'achève quant à elle le 26 septembre. Dans l'hypothèse où ce calendrier sera honoré, la question de l'« après-OTAN » devient cruciale.

« D'une façon ou d'une autre, la communauté internationale et en particulier l'Europe devra rester aux côtés de la Macédoine après l'adoption des réformes et la mission de l'OTAN », a déclaré le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, en visite hier à Skopje. Il a ajouté ne pas savoir « sous quelle forme il faudra res-

ter », et qu'il appartenait « aux autorités macédoniennes de dire ce qu'elles veulent ».

Des responsables macédoniens ont déjà attiré l'attention sur le « vide sécuritaire » qui pourrait se créer après le départ des troupes de l'OTAN et plusieurs chancelleries occidentales reconnaissent que la présence internationale ne peut disparaître du jour au lendemain.

L'Alliance de son côté n'a de cesse de répéter qu'elle ne prolongera pas son mandat. Critiquée par les Macédoniens, qui la soupçonnent de faire le jeu de la guérilla, et sollicitée par les Albanais, qui verraient d'un bon oeil une pérennisation de sa présence, l'OTAN ne dévie pas de sa ligne.

« Nous avons une mission spécifique, qui est de collecter les armes de la guérilla albanaise et qui est limitée dans le temps », a encore répété hier un porte-parole de

l'OTAN, Mark Laity, balayant d'un « non » laconique l'éventualité d'une prolongation de la mission des quelque 4500 soldats engagés dans l'opération « Moisson essentielle ».

Il a toutefois admis que l'après-OTAN était « un sujet d'actualité », précisant que « l'ensemble de la communauté internationale examine les questions liées à ce qui suivra après « Moisson essentielle ». Mais tenter d'établir un lien entre ces discussions et la mission de l'OTAN est absolument inapproprié ».

L'accord de paix du 13 août prévoit le déploiement d'observateurs internationaux « dans les zones sensibles », mais n'aborde pas la question de leur protection. « Les modalités de ce déploiement et les questions liées à leur sécurité doivent être discutées, mais en déduire que l'OTAN étendra sa mission,

c'est aller loin, trop loin », a dit Laity.

Le ministre britannique de la Défense, Geoff Hoon, lui aussi en déplacement à Skopje, a évoqué l'éventualité d'une présence internationale militaire destinée à assurer la sécurité d'observateurs civils.

L'OTAN a salué la reprise, hier, des débats au Parlement après deux jours de suspension, et annoncé que se poursuivrait « dans un avenir proche » sa mission de collecte des armes des rebelles albanais, dans le nord et l'ouest du pays.

Les députés macédoniens votent aujourd'hui sur le principe d'une révision constitutionnelle destinée à élargir les droits de la minorité albanaise. Les observateurs s'attendent généralement à ce que le « oui » l'emporte. Ce vote marque la première étape du processus de révision.

PROCHE-ORIENT

Ballet diplomatique sur fond de violence

d'après AFP et AP

JÉRUSALEM — Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, est arrivé hier soir à Moscou, où il tentera de convaincre la Russie de faire pression sur les Palestiniens pour qu'ils renoncent à la violence. Il entame ses entretiens officiels aujourd'hui.

Lors de sa visite officielle de quatre jours, il doit rencontrer le président russe, Vladimir Poutine, et le ministre des Affaires étrangères, Igor Ivanov.

Sharon avait quitté Tel-Aviv sans rencontrer le haut représentant pour la politique étrangère de l'Union européenne (UE), Javier Solana, arrivé dimanche en Israël. Ils se sont cependant parlé au téléphone. Officiellement, le bureau de l'UE en Israël a évoqué un emploi du temps surchargé de Sharon.

Sur le terrain, la violence a repris à Hébron, foyer permanent de tensions, où des affrontements entre Palestiniens et soldats israéliens ont fait deux tués palestiniens et 30 blessés, 28 Palestiniens et deux soldats israéliens.

La mort d'Imad al-Batch, 19 ans, et d'Amjad al-Jamal, 23 ans, portent à 765 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'intifada le 28 septembre 2000, dont 587 Palestiniens et 156 Israéliens.

Plus tôt, des hélicoptères israéliens ont détruit un bâtiment des services de renseignements palestiniens à Doura, en Cisjordanie, faisant un blessé. L'opération, selon l'armée, a été menée en riposte à deux attentats à la bombe à Jérusalem-Est qui ont fait trois blessés et à deux attaques palestiniennes la veille en Cisjordanie qui avaient blessé deux Israéliens.

Sur le plan diplomatique, Solana s'est entretenu en soirée à Jérusalem avec le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Peres, mais les deux hommes n'ont fait aucune déclaration.

Le responsable de l'UE, dont la tournée est destinée à relancer le

dialogue entre Israéliens et Palestiniens, doit rencontrer aujourd'hui le président Yasser Arafat à Gaza.

Selon des sources diplomatiques, Solana pourrait s'employer à faciliter une rencontre Peres-Arafat, dont le principe avait été arrêté à la faveur d'une médiation allemande en août.

Interrogé par la radio israélienne, Peres n'a pas exclu de rencontrer le président de l'Autorité palestinienne au cours d'une conférence en Italie où les deux hommes ont été invités.

À la question de savoir si une trêve pouvait être obtenue à l'occasion de cette rencontre encore hypothétique, Peres a répondu: « Je l'espère. Je crois qu'il (Arafat) en a besoin aussi. Le soulèvement n'a pas donné grand-chose. Il entraîne de plus en plus de morts, malheureusement, et où cela peut-il conduire ? »

Mais Arafat, actuellement en Égypte dans le cadre d'une tournée arabe, s'est interrogé à Amman sur l'utilité d'une rencontre avec Peres. « Je lui dis « sois le bienvenu », mais le plus important est : de quoi allons nous discuter ? » a-t-il dit.

De son côté, le président égyptien, Hosni Mubarak, a intensifié ses efforts pour tenter d'apporter des solutions au conflit. Il a rencontré hier en Syrie son homologue Bachar al-Assad et doit recevoir aujourd'hui Arafat ainsi que des responsables saoudien et italien.

Selon le ministre israélien de la Justice, Meir Sheerit, Sharon serait prêt à démanteler des colonies juives en échange d'un réel accord de paix avec les Palestiniens. Lors d'une conférence de presse hier, ce membre modéré du Likoud a affirmé que si les Palestiniens retournaient à la table des négociations, « ils seraient surpris de voir jusqu'où Sharon pourrait aller pour obtenir la paix ».

Interrogé sur la possibilité d'un démantèlement de colonies, il a répondu: « S'il y avait une paix réelle, oui. »



Brandissant des portraits de Slobodan Milosevic, ainsi que des drapeaux serbes et du Parti socialiste (SPS), quelque 5000 sympathisants de l'ex-président yougoslave ont défilé dans les rues de Belgrade.

Manif contre l'arrivée du procureur du TPI, Clara del Ponte, à Belgrade

d'après AFP

BELGRADE — Quelque 5000 sympathisants de l'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic ont protesté hier à Belgrade contre l'arrivée dans la capitale du procureur du Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie, Carla del Ponte, qui effectue une visite de travail destinée à faire le point sur la coopération avec le TPI.

Brandissant des portraits de l'ex-homme fort de Belgrade, ainsi que des drapeaux serbes et du Parti socialiste (SPS), toujours dirigé par Milosevic, et scandant des slogans en sa faveur, les manifestants ont défilé dans les rues de Belgrade.

« On ne peut plus tolérer d'enlèvements de citoyens yougoslaves », a lancé à la foule Dejan Backovic, un des leaders du mouvement de jeunesse du SPS, en référence au transfert de Milosevic au TPI le 28 juin, considéré comme un « enlève-

ment » par le président yougoslave, Vojislav Kostunica.

« Slobodan Milosevic doit être le dernier Serbe à être enlevé et envoyé à La Haye, et le premier à en revenir », a ajouté Backovic.

Dejan Stefanovic, qui appartient également au mouvement des jeunes socialistes, a déclaré que « ce monstre de Carla del Ponte » arrive à Belgrade à la suite de la deuxième comparaison de Milosevic devant le TPI, le 30 août, qui a « redonné à chaque patriote en Yougoslavie un sentiment de fierté et de dignité ».

À la fin du meeting, qui s'est déroulé en l'absence des principaux leaders du SPS, les manifestants ont joint leurs mains pour encercler l'immeuble du ministère des Affaires étrangères afin de montrer aux autorités que « de nouveaux transfèrements de citoyens yougoslaves ne seront plus tolérés ».

Del Ponte entame ce matin ses discussions avec les dirigeants de Belgrade. Elle doit notamment rencontrer le premier ministre serbe, Zoran Djindjic, qui a déclaré hier qu'il refusait de transférer le président de la Serbie, Milan Milutinovic, au TPI à La Haye « car il jouit, selon nos lois, d'une immunité et la législation internationale ne peut pas être au-dessus de la nôtre ».

Djindjic a rappelé que le devoir de la Yougoslavie (RFY/ Serbie et Monténégro) était, en tant que membre de l'ONU, de coopérer avec le TPI, mais a estimé qu'en ce qui concerne Milutinovic, cela n'était pas possible. Ce dernier, inculpé par le TPI de crimes de guerre au Kosovo en 1999, est le seul proche collaborateur de l'ex-président Milosevic à avoir conservé son poste après la chute de ce dernier en octobre dernier.

La GRANDE LIQUIDATION



Cavalier VLX Chevrolet Malibu Chevrolet
4 portes



Sunfire SLX Pontiac Grand Am SE Pontiac
4 portes



Alero Oldsmobile Venture Chevrolet



Century Buick Montana Pontiac



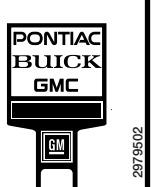
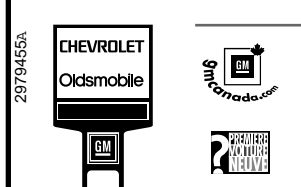
Tracker Chevrolet Blazer Chevrolet
4 portes 4 x 4



Aztek Pontiac Jimmy GMC
4 x 4

ADIEU MODÈLES
2001
0,9%
de financement
à l'achat*

Les Associations marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Taux de financement à l'achat de 0,9% disponible jusqu'à 48 mois sur la plupart des véhicules 2001 en stock et jusqu'à 60 mois pour Cavalier, Blazer, Sunfire et Jimmy. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemples de financement de 15 000 \$ à 0,9% : 1) 48 versements de 318,28 \$, coût en intérêts de 277,44 \$, coût total de 15 277,44 \$; 2) 60 versements de 255,76 \$, coût en intérêts de 345,60 \$, coût total de 15 345,60 \$. Exemple de financement de 25 000 \$ à 0,9% : 48 versements de 530,46 \$, coût en intérêts de 462,08 \$, coût total de 25 462,08 \$. *Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères du manufacturier. †Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.



EXPRESS INTERNATIONAL

Corée du Sud | Le cabinet démissionne

L'ENSEMBLE du cabinet de Corée du Sud a présenté sa démission ce matin à la suite d'un vote du Parlement désavouant l'homme clé du rapprochement de la Corée du Sud avec Pyongyang, le ministre de l'Unification Lim Dong-Won. Les députés avaient adopté hier par 148 voix contre 119 une motion de défiance présentée par le principal parti d'opposition, le Grand parti national, contre le ministre de l'Unification pour avoir approuvé une visite de militants sud-coréens au Nord le mois dernier. Cette visite avait été critiquée comme une victoire de la propagande nord-coréenne. Le vote était intervenu 24 heures seulement après que la Corée du Nord eut proposé une relance des pourparlers de réconciliation avec le Sud, gelés depuis six mois. Pyongyang et Séoul avaient cessé de se parler depuis mars, moins d'un an après le dégel spectaculaire des relations qui avait suivi le sommet des deux Kim. — *d'après AFP*

Colombie | Services secrets

LE DIRECTEUR du département étranger des services secrets colombiens, Ramiro Carranza, a été enlevé par un commando armé dimanche dans sa « finca » (propriété) de Puente Quetame (Sud-Est), a révélé une source de cet organisme hier soir à Bogota. Ramiro Carranza se trouvait dans sa maison de campagne, à 70 km au sud-est de la capitale, lorsqu'un groupe d'hommes armés l'a séquestré avant de disparaître pour une direction inconnue. Cette prise en otage du chef du service étranger du Département administratif de sécurité (DAS, services secrets colombiens), aurait « semble-t-il » été réalisée, selon la même source, par un commando des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes). — *d'après AFP*

Irak | Liberty TV

LIBERTY TV, une chaîne de télévision créée par l'opposition irakienne en exil, diffuse un programme quotidien dans tout l'Irak depuis le 1^{er} septembre, a annoncé hier à Londres le Congrès national irakien (INC), qui réunit les principaux partis d'opposition. Liberty TV est financée par le Congrès américain, qui fournit 2,7 millions US, et diffuse depuis les États-Unis. La programmation consiste en 20 minutes d'informations environ sur l'Irak et les grands événements internationaux, des entrevues et du divertissement, dont la diffusion de films interdits en Irak. La diffusion constitue « un élément essentiel dans la lutte du peuple irakien pour renverser Saddam et le traduire en justice », a affirmé dans un communiqué l'INC, qui dit fournir « des informations essentielles aux millions de citoyens irakiens opposés au régime de Saddam ». — *d'après AFP*

Ukraine | Impopulaire

PRÈS DE DEUX tiers des Ukrainiens (62,1 %) sont favorables à la démission du président Léonid Kouchma, élaboussé par un scandale politique lié au meurtre du journaliste d'opposition Guéorgui Gongadze, indique un récent sondage. Seulement 37,9 % des personnes interrogées soutiennent le chef de l'État, selon ce sondage effectué par le Centre Razoumkov des recherches politiques et économiques et publié hier par le journal internet *Korrespondent.net*. Kouchma avait été réélu en novembre 1999 pour un deuxième mandat de cinq ans avec plus de 56 % des voix. Aujourd'hui, plus des trois quarts de la population (77,3 %) voteraient contre lui, indique le sondage, réalisé en août à travers l'Ukraine. L'opposition a appelé à l'organisation d'un référendum sur la destitution du chef de l'État. — *d'après AFP*

Syrie | Opposant arrêté

PAS MOINS de 216 intellectuels syriens ont demandé hier la libération « immédiate » de l'opposant syrien Riad Turk, arrêté il y a deux jours, et le jugement des auteurs de cette arrestation. Turk, 71 ans, secrétaire général du Parti communiste-Bureau politique (interdit), pourtant relaxé en 1998 après 17 ans de prison, a été de nouveau arrêté samedi, avait indiqué Hassan Abdel Azim, avocat et porte-parole du Rassemblement national démocratique (RND), coalition de partis de l'opposition syrienne. Début août, lors de sa première apparition publique depuis sa libération en 1998, Turk avait fait le procès du régime du président Hafez al-Assad et avait appelé à la fin du « despotisme ». — *d'après AFP*



Quatre membres d'équipage indonésiens de l'embarcation en perdition sur laquelle se trouvaient les réfugiés secourus le 26 août par le cargo norvégien Tampa ont été arrêtés et transférés au poste de police dans l'île de Christmas, territoire appartenant à l'Australie.

L'Australie refoule les réfugiés de la mer vers la Nouvelle-Zélande

d'après AFP

ÎLE CHRISTMAS – Les 438 clandestins bloqués depuis huit jours sur le cargo norvégien Tampa ont été transférés hier sur un navire de la marine de guerre australienne qui a appareillé pour la Papouasie Nouvelle-Guinée, d'où ils seront transportés vers la Nouvelle-Zélande et Nauru.

Le transfert des clandestins — en majorité afghans — à bord du navire de transport de troupes *HMAS Manoora* « a été achevé avec succès et sans incident, a déclaré le responsable de la capitainerie du port de l'île Christmas, Don O'Donnell.

« L'opération, a-t-il ajouté, a été effectuée sur une mer calme, en un peu plus de deux heures et demie » au large de l'île de Christmas, territoire appartenant à l'Australie et situé à 1500 km au nord-ouest de ce pays.

Le *HMAS Manoora* a appareillé peu après à destination de Port Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, tandis que le cargo norvégien *Tampa* reprenait sa route en direction de Singapour.

Quatre membres d'équipage indonésiens de l'embarcation en perdition sur

laquelle se trouvaient les réfugiés secourus le 26 août par le *Tampa* ont été arrêtés et transférés au poste de police de Christmas. Ils risquent d'être poursuivis pour violation de la loi australienne sur l'immigration, qui condamne le trafic d'êtres humains.

Une fois arrivés à Port Moresby, les réfugiés — 420 Afghans, 13 Sri Lankais et 5 Indonésiens — doivent être répartis en deux groupes. Environ 150 d'entre eux seront transférés par avion vers la Nouvelle-Zélande et les autres iront à Nauru, petit atoll de Micronésie, proche de l'équateur. Ceux qui auront obtenu le statut de réfugiés à Nauru seront ensuite dirigés vers d'autres États, dont l'Australie.

Les réfugiés semblaient calmes, a déclaré Richard Danziger, chef d'une délégation de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui a observé leur transbordement. « Après avoir discuté avec eux hier, nous savons qu'ils étaient contents de quitter le *Tampa* », a-t-il dit. Quatre membres de l'OIM doivent accompagner les réfugiés durant ce voyage. Ils doivent enregistrer et conseiller les migrants, afin de s'assurer qu'il sont informés de leur situation et des possibilités qui s'offrent à eux », a précisé Danziger.

Les autorités de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont annoncé qu'elles envisageaient de transférer les clandestins directement dans des avions dès leur débar-

quement, aucun dispositif pour les héberger n'ayant été prévu sur place. Ils embarqueront à bord d'Hercules C-130 de l'armée australienne vers la Nouvelle-Zélande et Nauru. Le premier ministre papou, Sir Mekere Morauta, a déclaré que son pays était « une escale pour le transbordement » de ces personnes dans le cadre d'une démarche humanitaire.

« Il est important que les demandeurs d'asile atteignent Nauru et la Nouvelle-Zélande aussi vite que possible afin que leur santé et leur bien-être ne soient pas compromis », a-t-il ajouté, soulignant que le gouvernement australien continuerait de leur apporter une assistance médicale durant leur transfert.

Le premier ministre australien, John Howard, avait présenté ce plan de transfert des réfugiés en Nouvelle-Zélande et à Nauru via Port Moresby alors que son gouvernement était en butte aux critiques internationales pour avoir refusé de permettre aux demandeurs d'asile de fouler le sol australien.

L'opération de transbordement des clandestins du *Tampa* vers le *Manoora* visait à éviter qu'ils ne mettent les pieds sur le sol australien, ce qui leur aurait permis de bénéficier de la législation très libérale en faveur des demandeurs d'asile.

L'Australie prendra en charge le coût financier de l'hébergement et du traitement des dossiers de demandes d'asile à Nauru.

La GRANDE LIQUIDATION



Cavalier VLX 4 portes Chevrolet
Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sur tous les modèles Cavalier 2001



Sunfire SLX 4 portes Pontiac
Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sur tous les modèles Sunfire 2001

ADIEU MODÈLES
2001
0,9%
de financement
à l'achat*

ET PREMIÈRE MENSUALITÉ
GRATUITE**

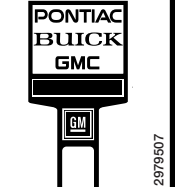


Venture Chevrolet
Sécurité 5 étoiles+
Fourgonnette offrant la meilleure économie d'essence de sa catégorie+*



Montana Pontiac
Sécurité 5 étoiles+
Fourgonnette offrant la meilleure économie d'essence de sa catégorie+*

Les Associations marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Photos à titre indicatif seulement. *Taux de financement à l'achat de 0,9% disponible jusqu'à 48 mois pour Venture et Montana et jusqu'à 60 mois pour Cavalier et Sunfire. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement de 15 000\$ à 0,9%: 60 versements de 255,76\$, coût en intérêts de 345,60\$. Exemple de financement de 25 000\$ à 0,9%: 48 versements de 530,46\$, coût en intérêts de 462,08\$, coût total de 25 462,08\$. **Première mensualité gratuite, à l'achat ou à la location, jusqu'à concurrence de 500\$, taxes incluses, sur les Cavalier, Venture, Sunfire, Montana et Silhouette 2001. Sujet au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. +Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et les passagers des sièges arrière lors de tests d'impacts latéraux. Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des E.-U. +*Données fournies par le ministère des Ressources naturelles dans le Guide de consommation de carburant 2001. *Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères du manufacturier. +**Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.



Les présidents Bush et Fox discutent d'immigration

JOSÉ ANTONIO PUERTAS
Agence France-Presse

WASHINGTON — Les présidents américain George W. Bush et mexicain Vicente Fox se rencontrent cette semaine à Washington pour tenter de mettre sur pied un « cadre » permettant de régler les problèmes d'immigration entre les deux pays.

Fox, qui arrive dans la capitale fédérale aujourd'hui pour une visite d'État qui se prolongera jusqu'au 7 septembre, effectuera avec son homologue un voyage dans le nord des États-Unis, à Toledo (Ohio), où se trouve une commu-

nauté très forte d'immigrants d'origine mexicaine.

La visite du chef de l'État mexicain sera pour les deux pays une occasion de réaffirmer les liens très forts qui les unissent, et qui ont atteint de nouveaux sommets avec la sympathie partagée par les deux présidents, anciens gouverneurs d'États frontaliers.

« Pour le président Bush, les relations entre les États-Unis et le Mexique n'ont jamais été meilleures et il recevra le président Fox dans cet esprit », a déclaré vendredi le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer.

Outre l'immigration, a noté Fleischer, les deux hommes discuteront de la coopération en matière policière, judiciaire et de lutte contre les trafiquants de drogue, des bassins hydrographiques, d'une

controverse sur l'accès aux États-Unis des camions mexicains et du fonctionnement de la Banque de développement de l'Amérique du Nord, mise en place entre Mexico, Washington et Ottawa.

Ces thèmes seront en fait examinés dès aujourd'hui, avant l'arrivée de Fox, dans le cadre de la commission bilatérale coprésidée par le secrétaire d'État américain, Colin Powell, et son homologue mexicain, Jorge Castaneda.

Le porte-parole de la Maison-Blanche a reconnu que les deux présidents ne pourraient pas signer d'accord sur l'immigration, comme ils l'espéraient, en raison de la complexité de l'affaire, dans laquelle le Congrès américain aura le dernier mot.

« Le thème de l'immigration est très important pour le président

George Bush, mais il est aussi très compliqué », a déclaré Ari Fleischer. Les deux capitales continueront à en discuter à un haut niveau « après la visite » du chef de l'État mexicain, a-t-il ajouté.

En février, Bush avait rendu visite à Fox dans son ranch de San Cristobal, dans l'État de Guanajuato. Ils avaient alors annoncé leur décision de commencer « des négociations formelles de haut niveau pour arriver à un accord qui permette de traiter de manière plus constructive » le problème de l'immigration.

Mais après six mois et de multiples réunions, Fleischer a reconnu qu'il faudrait du temps pour trouver une solution. Il a mentionné comme exemple le fait que Bush s'oppose à une amnistie générale des sans-papiers, proposée par les

démocrates.

Fox et Bush tentent de mettre en oeuvre un programme portant sur la légalisation des quelque 3 millions de sans-papiers mexicains qui vivent depuis un certain temps aux États-Unis, ainsi que sur l'amélioration des conditions de détention et de renvoi dans leur pays des immigrés illégaux.

Mais le Parti démocrate américain, qui détient la majorité au Sénat, a fait savoir qu'il serait opposé à tout projet qui pourrait être considéré comme discriminatoire pour les immigrants d'autres nationalités.

La visite de Fox, en tout état de cause, servira à « mettre en exergue le rôle important que les Mexicains, et les hispaniques en général, ont joué dans notre culture », a souligné Ari Fleischer.

Des témoignages sur la discrimination raciale envers les femmes



Joonfed Khan
envoyé spécial
EN AFRIQUE DU SUD

DURBAN — Mariama Oumarou est une Touareg du Niger. Elle a 17 ans et a la peau noire. Avec sa mère et sa grand-mère, elle a grandi comme esclave de Touaregs à la peau claire. Plus jeune, elle fut vendue pour 300 \$ à un marchand du Nigeria, qui en fit sa servante et sa cinquième épouse, c'est-à-dire son esclave sexuelle. Elle s'évada et, avec l'aide d'une ONG locale, elle attrapa le marchand au Niger et le fit arrêter. Mais, celui-ci soudoya ses géologues et décampa avant son procès.

L'histoire de Mariamou est l'une des 22 « Voix » que le Comité de l'ONU sur l'élimination de la discrimination raciale (CERD) fait entendre en direct, tout au long de la Conférence mondiale contre le racisme (CMCR), pour illustrer les multiples facettes du phénomène raciste.

Les victimes ont été amenées à Durban, souvent à l'insu de leurs gouvernements, pour témoigner de leur expérience. Les séances, transmises en direct par la SABC, se déroulent sur les lieux de la conférence, en présence de cinq participants par jour triés sur une liste qui comprend Mary Robinson, la Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, l'acteur Danny Glover, et le Nobel de la paix Jose Ramos-Horta.

Une dalit (hors-caste de l'Inde) dont le mari fut assassiné par des

membres de castes supérieures, une Tzigane de Roumanie qui a connu la persécution raciale, une Noire américaine qui syndiqua les ouvrières d'usines de poissons-chats du Mississippi, une Mapuche du Chili renvoyée comme fonctionnaire parce qu'elle compilait des données sur les conditions de son peuple, figurent parmi ces « Voix ».

On y trouve aussi le père d'Amadou Diallo, le Sénégalais abattu de 19 balles en février 1999 dans le Bronx, un Dayak d'Indonésie qui a fondé un institut pour promouvoir la culture de son peuple, un Ougandais ayant connu toute sa vie le racisme au Xinjiang en Chine, un Arabe israélien dont l'État juif refuse de reconnaître le village, une avocate kurde qui a connu la torture dans les prisons turques, une aborigène d'Australie désignée pour représenter le peuple Yorta Yorta et un jeune Britannique d'origine bangladaïshie qui a proposé la non-violence au milieu des émeutes d'Oldham, il y a cinq mois.

« Ces témoignages quotidiens pendant toute la durée de la conférence doivent faire comprendre aux délégués et aux médias que le racisme a plusieurs visages et revêt des formes variées et complexes, et que l'attention ne doit pas être monopolisée par une seule question, que ce soit le sionisme ou les réparations pour l'esclavage », a déclaré Gay McDougall, présidente du CERD.

Lors d'un symposium très couru sur « L'intersectionnalité race et sexe », jargon de l'ONU pour parler de double ou multiples discriminations dont sont victimes, par exemple, les femmes indigènes ou encore les femmes noires sans papier en quête d'asile à l'étranger, Mme McDougall a insisté sur la dimension sexuelle du racisme, de la pauvreté et de l'exclusion.



Des manifestantes ont marché dans les rues de Durban où se déroule la Conférence mondiale sur le racisme.

Mme Radhika Coomaraswamy, rapporteur spécial de l'ONU sur la violence faite aux femmes, a donné quelques chiffres alarmants sur la disproportion de jeunes filles dans les prisons de New York ou de femmes latinas détenues sous des accusations liées à la drogue dans celles des États-Unis (« le plus souvent par la faute de leurs amis ou maris », a-t-elle souligné) ou encore de femmes victimes de conflits armés comme au Rwanda ou en Bosnie.

« Dans le contexte de conflits armés, le corps de la femme finit par

incarner l'honneur de la communauté », a-t-elle dit. « Le temps est venu pour la femme de dire ouvertement à l'homme : je sais que ça va te déranger mais je veux mes droits ».

Seul homme autour de la table ronde, Alfredo Sfeir-Younis, de la Banque mondiale, a affirmé que « la femme n'a pas encore atteint l'égalité sexuelle parce que cela n'a pas été lié à la création de la richesse. Le bien-être humain des femmes dépend étroitement d'une perspective sexuelle par rapport au droit au développement », a-t-il dit.

Nième reprise du dialogue de paix en Colombie

Agence France-Presse

BOGOTA — Dans un nouvel avatar de ses va-et-vient imprévisibles, le dialogue de paix entre le pouvoir et la guérilla des FARC a repris hier, avec l'avenir de la zone démilitarisée en toile de fond.

La nouvelle suspension des pourparlers jeudi dernier n'aura duré que quatre jours et s'ajoute à la longue liste de ruptures suivies de retrouvailles depuis l'engagement effectif de négociations, le 24 octobre 1999, entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes), principale guérilla avec 16 500 hommes.

Face à l'opposition réitérée des FARC à un gel des hostilités, la classe politique est de plus en plus unanime à exiger des concessions de la part des rebelles en échange de la prorogation de leur enclave.

Avant le 9 octobre, le président conservateur Andrés Pastrana doit en effet annoncer s'il maintient ou non en vigueur l'existence de la zone démilitarisée au-delà de cette date, après sa précédente prolongation pour sept mois le 9 mars dernier.

De plus en plus contesté dans le pays, ce territoire de 42 000 km², soit l'équivalent de la Suisse, avait été abandonné par le chef de l'État aux rebelles en novembre 1998 pour en faire un « laboratoire de paix ».

Dans une volonté manifeste de ne pas envenimer un dialogue déjà moribond, sans aucun accord concret ni cessez-le-feu, le gel sine die du dialogue jeudi n'avait fait l'objet d'aucun commentaire de part et d'autre.

Le gouvernement s'était contenté d'évoquer « un commun accord » pour ce report, sans aucune autre explication, mais avec une précision de taille : il n'avait « rien à voir », selon une source officielle, avec la visite au même moment d'une délégation américaine à Bogota, dirigée par Marc Grossman, secrétaire d'État adjoint pour les Affaires politiques.

La GRANDE LIQUIDATION

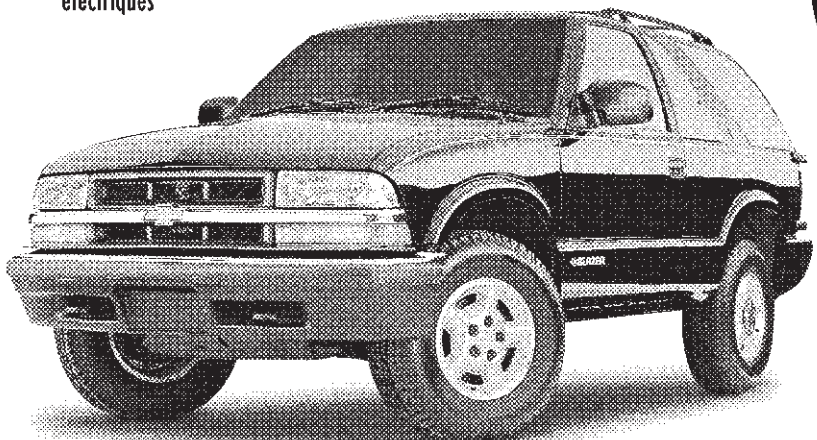


Blazer LS Chevrolet
2 portes 4 x 4

298 \$ /mois*
Transport et préparation inclus
30 998 \$ à l'achat**

Location 48 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 \$	399 \$
2 359 \$	348 \$
4 672 \$	298 \$

- Moteur V6 Vortec 4,3L de 190 HP • Boîte automatique 4 vitesses
- Climatiseur • Portes, vitres et rétroviseurs chauffants à commandes électriques



ADIEU MODÈLES

2001

0,9%
de financement
à l'achat*

Silverado Chevrolet
Édition Thunder Cabine allongée

Location 36 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 \$	458 \$
2 365 \$	388 \$
3 717 \$	348 \$

- Moteur V8 Vortec 4,8L de 270 HP • Boîte automatique 4 vitesses
- Climatiseur • Roues, calandre et pare-chocs chromés



L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock, tels que décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. * Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (voir tableaux de mensualités). À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Déposit de sécurité d'au plus 550 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 \$ du km après 60 000 km pour Silverado et 80 000 km pour Blazer. ** À l'achat, préparation incluse, transport (Blazer: 835 \$, Silverado: 990 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. *Taux de financement à l'achat de 0,9% disponible jusqu'à 60 mois pour Blazer et jusqu'à 48 mois pour Silverado. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement de 30 000 \$ à 0,9%: 60 versements de 511,52 \$, coût en intérêts de 691,20 \$, coût total de 30 691,20 \$. Exemple de financement de 25 000 \$ à 0,9%: 48 versements de 530,46 \$, coût en intérêts de 462,08 \$, coût total de 25 462,08 \$. Rabais aux diplômés taxables et accordé selon les critères du manufacturier. *** Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.



FORUM

La Presse

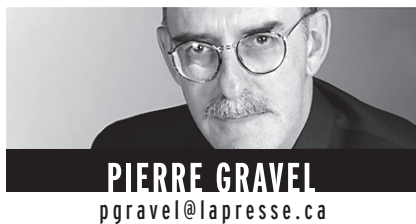
ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration

GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Editorialiste en chef

Le courage de la liberté

PIERRE GRAVEL
pgravel@lapresse.ca

Si est vrai, comme disait Alfred de Musset, qu'il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée, il est non moins exact qu'une clé peut tout aussi bien servir à la verrouiller qu'à l'ouvrir. C'est en tout cas ce qu'indiquent les débats que suscitent présentement à Ottawa les séances d'un comité de parlementaires étudiant la loi canadienne d'accès à l'information.

À en juger par l'attitude du gouvernement Chrétien sur cette question, on peut en effet conclure que cette mesure, adoptée il y a dix-huit ans, qui devait, en principe, aider les Canadiens à obtenir des réponses à leurs questions a eu des effets imprévus. Elle aura surtout illustré la manie du secret qu'affectionnent les autorités fédérales.

On avait déjà pu observer que, depuis 1983, tous les commissaires responsables de son application ont eu à déplorer la réticence de beaucoup de personnalités politiques et de nombreux fonctionnaires face aux appels répétés pour une plus grande transparence. À l'heure actuelle d'ailleurs, on compte une quinzaine de procédures judiciaires engagées par le bureau du premier ministre pour se soustraire aux questions posées par John Reid, le titulaire actuel de ce poste. Mais la situation s'est encore compliquée, depuis quelques semaines, avec les pressions exercées sur les députés libéraux membres de ce comité. Et l'interdiction faite à tous les hauts fonctionnaires de collaborer à ses travaux.

Cette situation est d'autant plus paradoxale que ce groupe d'étude est lui-même le résultat d'un constat assez démoralisant fait par des parlementaires de tous les partis face aux difficultés rencontrées par ceux qui tentent de se prévaloir de cette loi. Plus étonnant encore, ce comité *ad hoc* qui n'est pas une instance officielle de la Chambre, a été créé à l'instigation d'un député libéral, John Bryden, qui continue d'en présider les travaux en dépit des remous que son initiative suscite dans son parti. Il convient de rappeler qu'au départ, sur quatorze membres, le comité comprenait neuf libéraux mais que six d'entre

eux, dont deux du Québec, Carole-Marie Allard (Laval-Est) et Marlene Jennings (Notre-Dame-de-Grâce) ont obéi au mot d'ordre et cessé de participer à ses travaux.

L'objectif poursuivi par ceux qui ne se sont pas laissés intimider est pourtant très simple et logique. Dès son adoption, il était prévu que cette législation devait être révisée périodiquement pour faciliter son adaptation à une réalité qui évolue sans cesse. En 1987, cinq ans après son entrée en vigueur, un comité de la Chambre suggérait toute une série d'amendements qui ont presque tous été refusés par le gouvernement alors en place. Cette loi n'a finalement pratiquement jamais été modifiée de façon significative depuis bientôt vingt ans en dépit des demandes répétées de tous ceux qui ont été à même de déplorer ses lacunes. À commencer par les commissaires désignés par la Chambre des communes et bon nombre de députés et sénateurs.

Soucieux de paraître, malgré tout, ouvert à des changements, le gouvernement a confié à une équipe de fonctionnaires le mandat d'étudier cette question et de faire toutes les recommandations qui leur paraissent pertinentes quant aux changements à apporter. Sauf qu'il s'agit d'un noyau de bureaucrates dont la plupart proviennent des ministères qui ont traditionnellement été les plus réticents à collaborer avec le commissaire chargé de l'application de cette loi. D'où la volonté de cette poignée de parlementaires de tenir des audiences publiques pour s'assurer que les vrais problèmes seront évoqués et les solutions efficaces envisagées.

Toute cette histoire aura au moins eu un double mérite jusqu'à maintenant. Elle a remis en relief l'attitude méprisante et cavalière qui est devenue la marque de commerce de ce gouvernement qui n'a même pas à craindre les attaques d'une opposition à toutes fins utiles inexistante. Mais elle a aussi et surtout illustré le fait qu'une poignée de parlementaires bien décidés à assumer leurs responsabilités peuvent, en dépit du pouvoir exécutif, arriver à avoir une audience et une marge de manoeuvre que trop de députés ont tendance à oublier. Soit par paresse, lâcheté, opportunisme politique ou ambition personnelle. Ce qui tendrait à démontrer que les libertés qu'on se plaint de ne pas avoir sont souvent celles qu'on n'a pas le courage de prendre.

LANDRY DONNE LE COUP D'ENVOI AUX PARTIELLES



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Choix de société ?

Monsieur Pratte,

JE SUIS fatigué de lire ou d'entendre l'expression « c'est un choix de société ».

Vous écrivez ce matin que le choix d'avoir des médecins fonctionnaires en CLSC qui font du 9 à 5 du lundi au vendredi est un choix de société. (J'imagine que nous avons tous fait un choix de société de tomber malade suivant l'horaire du fonctionnaire.)

Cependant, je ne me souviens pas d'avoir voté lors d'un référendum panquébécois pour avoir des médecins fonctionnaires et des CLSC ouverts de 9 à 5 du lundi au vendredi seulement. Je ne comprends pas votre définition d'un choix de société. C'est plutôt du dirigisme bureaucratique à la Rochon, communément nommé « rochonnerie », envers lequel les médecins réagissent.

PAUL COBETTO
Lachenaie

UCIM-PLQ, mêmes contradictions

DÉCIDÉMENT, l'UCIM de Gérald Tremblay se passerait bien des contradictions du PLQ de Jean Charest, ces jours-ci. Certains maires de la banlieue ouest de l'île avait déjà suffisamment de

problèmes à justifier leur candidature à des postes électifs de la nouvelle ville qu'il espèrent pourtant ne pas joindre, si les libéraux sont élus à Québec. Voilà que les libéraux eux-mêmes s'enlisent dans un bien plus profond bourbier en soutenant que cette nouvelle ville offrira de meilleurs services sans augmentation de taxes, si les Montréalais élisent les bons candidats.

Ainsi, au congrès de fondation de l'UCIM, le député libéral de Viger et nouveau candidat de Gérald Tremblay, Cosmo Maciocia, déclarait : « Si on est capables de démontrer que, après la fusion, avec la décentralisation, on peut donner les mêmes services aux arrondissements, je pense que les craintes vont finir par disparaître. » Et son futur ex-chef Jean Charest n'aura pas à renier sa sottise promesse de défusion volontaire, peut-on lire entre les lignes. Le député libéral de Lafontaine, Jean-Claude Gobé, a continué à battre piteusement en retraite en ajoutant : « Si une bonne équipe est élue à la direction de la Ville de Montréal, le jugement des citoyens sera positif et peut-être n'aurons-nous pas la nécessité de le faire. »

En conclusion, si les sondages sont bons, alors les libéraux au pouvoir opineront que la nouvelle ville constitue enfin pour la métropole un pacte fiscal fonctionnel

dont un futur gouvernement de Jean Charest bénéficiera sans avoir eu à en assumer le prix politique.

CHRISTIAN GAGNON
Montréal

Comportement inacceptable

J'AI ÉTÉ témoin d'un incident des plus disgracieux le 1^{er} août à 11 heures dans l'autobus 121 ouest, à l'arrêt du métro Côte-Vertu. Une jeune passagère monte dans l'autobus. Sa mère la suit lentement, ce qui rend le chauffeur impatient. Au moment où son autre enfant arrive près de l'autobus, le chauffeur démarre en trombe et ne referme la porte qu'une dizaine de mètres plus loin. La mère est presque tombée à la renverse, et lorsqu'elle mentionne au chauffeur que son deuxième enfant est resté sur le trottoir, il lui dit sèchement : « Va la chercher en taxi » et la fait descendre à l'arrêt suivant. Si la très grande majorité des chauffeurs de la STCUM agissent avec courtoisie et professionnalisme, il en reste malheureusement quelques-uns dont le comportement ternit l'image de la profession.

GABRIEL FILIATRAULT
Saint-Laurent

RÉPLIQUE

Le Québec n'existe pas... pour le ROC

MICHEL GAUTHIER

L'auteur est leader parlementaire du Bloc québécois.

LE QUÉBEC n'existe pas, titre André Pratte dans son éditorial du jeudi 23 août. Et il n'a pas tort : le Québec n'existe pas... pour le Canada. Et c'est une autre bonne raison pour faire la souveraineté du Québec et pour préparer un nouveau référendum, tel que le souhaite le premier ministre du Québec, Bernard Landry.

Depuis longtemps au Québec, le vote ne se partage pas entre les tenants de la droite et les tenants de la gauche, mais entre souverainistes et fédéralistes. Et tant que la question du Québec ne sera pas réglée, il en sera ainsi.

D'ici là, le Canada et le Québec sont en train de se construire. Dans ce contexte, la droite a peu d'espace au Québec et vice versa. Voilà qui explique que les leaders des formations de droite, Joe Clark, Chuck Strahl et Stockwell Day, oublient de faire parvenir leurs documents publics aux médias francophones du Québec. Ce n'est que l'illustration — encore une fois — de la réalité canadienne. Le Canada se construit pour lui-même. Et cet oubli est un « lapsus » qui trahit l'inconscient des leaders canadiens.

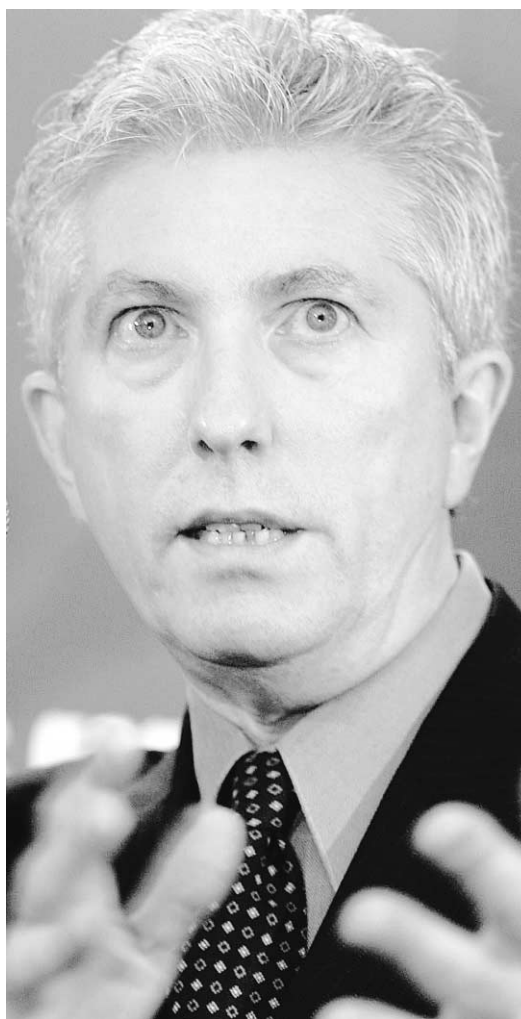
Actuellement, deux pays se construisent dans un régime où il n'y a de place que pour un seul. Et souvent leur construction s'oppose : à preuve les Bourses du millénaire, l'Union sociale, la Loi sur les jeunes contre-

venants, les congés parentaux, etc. Pourquoi le Québec devrait-il renoncer à se construire ?

Le Bloc est, pour les Québécois, l'un des outils de sa construction. Les Québécois trouvent le Bloc utile : « ... sept Québécois sur dix (68 % en 1997) croient que le Bloc Québécois est le parti le plus apte à défendre les intérêts des Québécoises et Québécois alors qu'ils sont à peine deux sur dix (21 %) à reconnaître ce rôle au parti de Jean Chrétien »¹. La présence du Bloc à Ottawa oblige le reste du Canada à entendre le Québec, qui autrement n'aurait pas de façon vraiment efficace de s'exprimer.

Contrairement à ce que dit monsieur Pratte, si le Bloc a perdu des sièges aux dernières élections, il n'a pas perdu de la faveur populaire puisqu'il a augmenté son pourcentage d'appuis, passant de 38 % en 97 à 40 % en 2000. La polarisation des votes entre le parti de Jean Chrétien et celui de Gilles Duceppe a eu comme conséquence la quasi-disparition des votes pour le Parti conservateur et l'Alliance. Une grande partie des Québécois a tout simplement choisi de voter pour l'opposition la plus solide à Ottawa.

Les Québécois votent selon leurs convictions. C'est ainsi que 40 % des Québécois désirent un parti souverainiste à Ottawa qui défende leurs intérêts. Contrairement à ce qu'avance monsieur Pratte, la présence du Bloc ne nuit pas à la construction d'une solution de rechange crédible au gouvernement libéral. Pourquoi ne pas reprocher aux Ontariens de voter pour les libéraux ? C'est l'Ontario qui vote à 55 % pour les libéraux fédéraux. Ce sont les Ontariens qui se choisissent 101 députés libéraux (sur une possibilité de 103). Ce sont eux qui pourraient donner une opposition solide au Parti libéral. Imaginez



Gilles Duceppe

si les Ontariens s'étaient choisis 40 députés d'opposition. Mais les Ontariens sont en train de se construire un Canada à leur image

et à leur ressemblance faisant fi du Québec et des régions canadiennes, particulièrement l'Ouest.

Mais les Ontariens — comme l'ensemble des Canadiens — ont le droit de faire leurs propres choix et de construire le Canada comme ils le désirent. Le Bloc exige simplement le même respect pour les choix du Québec que celui qu'il témoigne envers les choix des Canadiens.

Dans son livre *Question d'identité*, le chef du Bloc québécois a décrit avec beaucoup d'éloquence le *Nation Building* auquel nous assistons actuellement. Permettez-moi de le citer : « Deux pays se construisent. Le Canada, avec tous les moyens dont disposent les États pleinement souverains. Et le Québec, comme un État qui doit lutter sans cesse pour maîtriser les moyens restreints dont il dispose. C'est dans ce contexte que doit agir le Bloc québécois. Une de nos tâches consiste à promouvoir la construction du Québec, à défendre ses intérêts dans le cadre fédéral actuel. »

Monsieur Duceppe a bien raison. Et ma foi pourquoi, dites-le moi, le Québec se priverait-il d'un outil aussi utile que le Bloc québécois dans sa démarche vers la souveraineté ?

1) Sondage effectué par l'Institute for Social Research de l'Université York, l'Institut de recherches en politiques publiques (l'IRPP), et les Universités de Montréal, McGill et de Toronto. Commenté par les auteurs (dont l'universitaire Richard Nadeau) dans *La Presse* du jeudi 17 mai 2001, page A-15 sous le titre « Le retour au bercail. Lors des dernières élections de nombreux électeurs qui avaient boudé le Parti libéral en 1993 et 1976, lui sont revenus ».

FORUM



Le député allianciste, Chuck Strahl, et le chef du Parti progressiste-conservateur, Joe Clark, ont tenu une conférence de presse commune à la suite de la rencontre de Mont-Tremblant, le 18 août dernier.

Un risque qui en vaut le coup

JOE CLARK
et CHUCK STRAHL

Les auteurs sont respectivement chef du Parti conservateur et leader du Caucus de la représentation démocratique, qui regroupent des députés dissidents de l'Alliance canadienne. Ce texte a été rédigé au cours des derniers jours à la demande de La Presse.

Quelles seront les répercussions, au Québec, de la conférence de Mont-Tremblant, qui a mené à la création d'une « coalition de travail au Parlement » regroupant les députés du Parti progressiste-conservateur et du Caucus de la représentation démocratique ?

Comme un seul de ces députés (André Bachand) a été élu au Québec, certains perçoivent la « coalition de travail » comme intéressant bien davantage l'Ouest et l'Ontario, où la concurrence que se livrent les progressistes conservateurs et les alliancistes et l'incapacité d'un des partis de l'opposition de recueillir l'appui nécessaire pour faire de ce parti un adversaire électoral de taille favorise, depuis trois scrutins fédéraux, l'élection par défaut de députés du Parti libéral.

En fait, nous croyons que le Québec, entre autres, pourrait bénéficier largement des retombées de notre coalition, qui marque le premier geste concret posé en dix ans pour rendre le système politique canadien plus compétitif. La plupart des gens, les libéraux y compris, savent bien que les gouvernements ont tendance à devenir arrogants, à bâcler, à gaspiller lorsque aucune solution de rechange véritable ne s'offre aux électeurs et que les élus se mettent à penser que leurs adversaires ne réussiront jamais à les détrôner.

Au cours des dix dernières années, notre système démocratique a beaucoup souffert de l'incapacité des partis d'opposition à prétendre sérieusement au pouvoir. En raison de l'absence d'une opposition unie au Parlement, les libéraux, souvent, se sont soustraits à toute obligation de rendre compte. Qui pis est, ils en ont profité pour gouverner sans suivre de programme ou de plan cohérent et sans aborder les questions qui préoccupent véritablement les Canadiens et Canadiennes.

Option de rechange

Dans une démocratie saine, il faut qu'existent des choix. Les gens qui n'aiment pas un gouvernement (ou qui le croient fatigué) devraient pouvoir se tourner vers une option de rechange, de préférence vers un parti assez grand et assez fort pour espérer former le gouvernement.

Actuellement, cette situation n'existe pas au Canada, et ce pour deux raisons. Premièrement, parce que le Parti progressiste-conservateur et l'Alliance canadienne se font concurrence, en particulier en Ontario, alors que ni l'un ni l'autre ne constitue aux yeux des Canadiens une alternative politique viable aux libéraux.

Deuxièmement, parce que de nombreux Québécois et Québécoises ont pris la décision d'appuyer le Bloc québécois. Le Bloc compte bon nombre d'excellents députés, hommes et femmes, mais ne pourra jamais, de par sa nature, former le gouvernement au Canada. Le Bloc peut protester, dénoncer, exhorter, mais en restant dans les limites du territoire québécois, il ne pourra jamais faire élire assez de députés pour gouverner, et donc réaliser des changements fondamentaux.

À eux seuls, ces deux facteurs (la vigueur du Bloc au Québec et l'inexistence d'une force politique alternative viable) ont garanti aux libéraux des victoires non méritées. Monsieur Chrétien a réussi à former un gouvernement sans avoir eu à affronter ses adversaires, ni au Québec ni ailleurs. De là à tenir ses victoires pour acquises, cela est inacceptable et va dans le sens contraire de la démocratie.

Certains estiment qu'il suffit « d'unir la droite » pour rectifier le problème. Mais c'est là s'appuyer sur une prémisses erronée que de supposer que les Canadiens et Canadiennes en grand nombre croient que

leur gouvernement s'éloigne trop de la droite. À Mont-Tremblant, autant le Parti progressiste-conservateur que l'Alliance ont convenu que la plupart des électeurs ne se considèrent pas « de droite ». Et ces jours-ci, les sondeurs nous confirment que ceux qui se réclament de cette idéologie votent pour le Parti libéral, plus souvent qu'autrement. Non seulement les électeurs ne seraient-ils pas portés à abandonner le Parti libéral pour un pseudo-parti de droite, mais d'abord et avant tout, cette option ne traduirait pas les intérêts de la meilleure partie de la population canadienne.

Aucun parti politique ne peut satisfaire toutes les attentes de chaque électeur. Toutefois les électeurs du Canada ont besoin d'une véritable solution de rechange susceptible d'obtenir l'appui de gens de divers horizons, issus de toutes les régions du pays. C'est la seule façon d'imprimer une nouvelle direction à un gouvernement qui dérive sans opposition sous la gouverne de Jean Chrétien.

Impasse électorale

À Mont-Tremblant, les membres du Parti progressiste-conservateur et du Caucus de la représentation démocratique ont voulu se consulter pour voir s'il était possible de trouver un moyen de briser l'impasse électorale et de permettre à l'électorat d'exprimer ses frustrations. Avant la tenue de la conférence, nul ne savait réellement à quoi s'attendre. Mais maintenant, nous sommes enthousiastes quant à l'avenir, et pour trois bonnes raisons.

Premièrement, même si la plupart de nos points de désaccord sont survenus dans le passé, nous avons laissé nos différences s'aggraver. De maintes façons, les deux groupes ont reconnu qu'ils avaient prononcé des paroles et posé des gestes blessants, mais qu'ils souhaitaient maintenant aller de l'avant, et laisser le passé derrière eux. Nous avons décidé d'un commun accord d'abandonner nos vieilles rancunes et de bâtir des ponts.

Deuxièmement, les deux formations se sont entendues sur la nécessité de promouvoir des idées conservatrices, en reconnaissant que toute tentative purement idéologique était vouée à l'échec. Les électeurs apprécient la cohérence des idées, mais non les idéologies à tout crin, incapables de s'adapter aux circonstances particulières. Ils acceptent également que les droits individuels doivent tenir compte de la responsabilité à l'égard de la collectivité dans son ensemble. Refuser cette réalité mène tout droit à l'échec.

Troisièmement, les deux groupes se sont découverts un rapprochement surprenant en ce qui concerne la question cruciale de la réforme démocratique. Nous croyons que les partis traditionnels ont été trop souvent déconnectés de la réalité que vivent leurs électeurs et que nos institutions dirigeantes n'ont plus cette capacité de refléter et de défendre l'intérêt public. Les participants ont constaté avec étonnement à quel point il leur était facile de partager leurs différentes perspectives, voire d'envisager de les concilier dans l'avenir.

Nous acceptons le fait que les citoyens d'un pays épousent parfois des valeurs contradictoires. Au Canada, la tolérance va de pair avec une volonté de préserver une gamme traditionnelle de valeurs. Au Canada, on peut dire que les impôts sont trop élevés, et dénoncer en même temps les réductions de dépenses. Au Canada, on peut appuyer le libre-échange, tout en condamnant l'économie de laissez-faire.

La création d'une solution de rechange viable en politique fait appel à plusieurs éléments, mais repose d'abord et avant tout

sur un ensemble de principes. Cette solution doit s'articuler autour d'une collection d'opinions portant sur le rôle du gouvernement, sur le fonctionnement des économies, sur la façon idéale de répondre aux besoins de la société. Nous nous entendons sur la diminution de l'ingérence gouvernementale, sur la nécessité pour le gouvernement de limiter ses coûts et de rembourser sa dette, sur les avantages d'une économie de marché par rapport à une économie à planification centrale. Nous voulons tous deux éviter de faire passer systématiquement les priorités d'ordre purement économique avant le respect de l'environnement ainsi que la santé et la sécurité des personnes. Nous partageons la même conviction en ce qui a trait à la tolérance, à la nécessité de sonder la majorité de la population, lorsque c'est possible, mais de protéger au besoin les minorités. Que ce soient là des principes de droite, du centre ou de gauche, ils vont exercer une influence sur nos positions et sur les appels à l'imputabilité que nous lancerons au gouvernement libéral.

La réussite d'une option de rechange viable repose sur l'acceptation d'un autre grand principe démocratique : la conciliation des intérêts des gens de divers horizons. Loin d'être des signes de faiblesse chez les partis politiques, la médiation, la recherche d'un consensus, le rassemblement sont autant de points forts, en particulier s'ils traduisent un engagement ferme à l'égard de la réforme démocratique et parlementaire. Les Canadiens et Canadiennes ne voient pas tout du même oeil, mais ils veulent bien que nous marchions tous dans la même direction. C'est là la mission des partis politiques.

Cela n'empêche pas qu'il existe des différences entre les membres de cette coalition de travail. Après tout, il y a des différences au sein de chacun de nos partis, tout comme il y en a, et de profondes, au sein du Parti libéral et du Bloc québécois. S'agit-il de différences irréconciliables ? Au contraire. Nous croyons que des Canadiens et Canadiennes de bonne volonté peuvent trouver un terrain d'entente. Il le faut bien, sinon l'alternative est une démocratie boiteuse et un gouvernement qui gagne ses élections faute d'adversaire, qui dirige le pays avec une arrogance de plus en plus manifeste.

À Mont-Tremblant, le Parti progressiste-conservateur et le Caucus de la représentation démocratique ont décidé de prendre un risque. Pourquoi ? Parce que nous avons commencé à tisser, entre activistes politiques, un sentiment de confiance et de respect les uns envers les autres. Mais surtout, parce que la population canadienne mérite d'avoir une opposition beaucoup plus efficace, qui saura responsabiliser le gouvernement. Parce que la population mérite d'avoir un représentant à qui elle peut confier ses intérêts et ses préoccupations, ignorés depuis trop longtemps. Parce que nous voulons donner aux Canadiens et Canadiennes une meilleure option de rechange.

L'avenir sera parsemé de critiques et de craintes, et nous n'échapperons pas aux erreurs de parcours et aux désaccords. Mais nous espérons que l'on saura reconnaître que nos efforts méritent d'être salués, d'être encouragés, devant l'importance de construire une solution viable pour les électeurs canadiens. Selon nous, c'est la première fois en dix ans qu'apparaît une occasion aussi prometteuse de façonner une véritable option de remplacement au gouvernement. Nous souhaitons la bienvenue à tous ceux qui veulent se joindre à nous et invitons les Canadiens et Canadiennes à nous aider à construire et à appuyer cette initiative qui vise à rétablir une démocratie digne de ce nom au Canada.

+

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Jouer au golf, jouir du pouvoir

On comprend que Jean Chrétien s'amuse à défier Tiger Woods. Qu'a-t-il donc à faire ? La machine gouvernementale roule toute seule, il n'a qu'à jouer au golf et à jouir du pouvoir.

Rares sont les démocraties où le gouvernement est moins contesté. Pendant que l'opposition continue de s'autodétruire, la cote de popularité de M. Chrétien a atteint des records aussi saisissants que désolants. Car, admettons-le, nous vivons en régime de parti unique.

Voyez le sondage Ekos commandité par La Presse, le Toronto Star et Radio-Canada. S'il y avait des élections aujourd'hui, le PLC récolterait 52 % des voix, soit 12,5 % de plus qu'au scrutin de l'an dernier, et l'opposition serait pulvérisée.

Même les provinces de l'Ouest sont tombées dans la corbeille libérale ! Le PLC recueillerait 52 % des voix en Colombie-Britannique (l'Alliance suit avec... 19 %), et 41 % dans les Prairies (Alliance : 18 %). En Alberta, terre antilibérale par excellence, les libéraux ont dépassé l'Alliance de sept points et le Parti conservateur de trois points (la marge d'erreur de ce sondage est de 3,7 points de pourcentage, mais le simple fait que le PLC et le PC soient coude à coude, et l'Alliance, fille du Reform, lointaine troisième, c'est du jamais vu).

Les conservateurs gagnent un peu plus de cinq points par rapport à leur score électoral, mais de toute évidence, ni le parti ni leur chef Joe Clark ne sont capables de vraiment tirer profit de l'effondrement de l'Alliance.

■ ■ ■

Jamais non plus, depuis Trudeau, les libéraux n'ont-ils été aussi forts au Québec. Les voilà qui se retrouvent avec 50 % du vote, ne laissant que 33 % au Bloc québécois.

Encore là, c'est du jamais vu. Or, phénomène inquiétant pour les nationalistes québécois, l'avance libérale, ici, n'est pas causée par l'effondrement de l'Alliance, qui n'a jamais été présente au Québec. Le Bloc, par ailleurs, n'a rien fait qui pourrait le discréditer. Il s'agit donc, bel et bien, d'une avance libérale « positive », dans la mesure où elle ne semble pas tenir à de nouvelles carences de l'opposition.

Incrovable mais vrai, même chez les francophones, Jean Chrétien n'est pas si loin de devenir le leader le plus populaire ! Il ne talonne Bernard Landry que de sept points, et dépasse Jean Charest de trois points !

D'ailleurs, le même sondage montre qu'en ce qui concerne leur perception de l'avenir du Canada, les Québécois manifestent autant d'optimisme et de confiance que les autres Canadiens. De là à dire que c'est un signe qu'ils n'entendent aucunement se détacher du Canada, il n'y a qu'un pas.

■ ■ ■

On voit de plus en plus mal pourquoi Jean Chrétien tirerait sa révérence.

Ce genre de sondage lui permet d'asseoir plus que jamais son autorité sur son parti, et de narguer le camp Martin qui se fait effectivement fort discret. Si les choses continuent à ce rythme, ce sont les plus jeunes dauphins, comme Brian Tobin, qui tireront les marrons du feu.

Certains croyaient, il y a quelques mois, que M. Chrétien quitterait la politique à mi-mandat, en se comptant chanceux d'avoir remporté une troisième victoire électorale. Cette possibilité s'estompe à vue d'oeil. Les multiples allégations d'irrégularités dans la circonscription de Shawinigan — allégations qui étaient suffisamment sérieuses pour abîmer la crédibilité du premier ministre — ont coulé sur lui comme de l'eau sur le dos d'un canard.

À moins d'un revirement imprévu, qu'est-ce qui empêcherait M. Chrétien de solliciter un... quatrième mandat ?

■ ■ ■

C'est dans ce contexte que le Québec se dirige vers ce qui sera le grand test du gouvernement Landry : les quatre élections partielles du 1^{er} octobre.

Le comté de Mercier, château fort péquiste tombé le printemps dernier dans la gibecière du Parti libéral, pouvait être considéré comme une anomalie. Les dissensions et les problèmes qui avaient affecté le camp péquiste sortaient vraiment de l'ordinaire, et la nouvelle coalition de gauche incarnée par Paul Cliche avait eu la partie belle auprès de la clientèle grouillante et rebelle du Plateau.

Mais le PQ ne devrait affronter rien de tel dans les comtés en jeu aux partielles. Il s'agit de régions semi-rurales et de petites villes bien tranquilles, toutes en solide terreau péquiste. Seule Jonquière pourrait réserver des surprises à cause des fusions. Mais même en tenant compte du facteur « fusion municipale », il serait extrêmement étonnant que le PQ perde le comté.

On peut certes s'attendre à ce que le score du PQ diminue par rapport aux résultats des dernières élections. Après tout, une « partielle » est le moment rêvé pour envoyer des messages au gouvernement, pour manifester sa grogne sans trop risquer.

Ce qu'il faudra surveiller, c'est l'ampleur du recul péquiste dans ces quatre comtés si profondément péquistes. S'il devait s'avérer très marqué, cela serait fort mauvais signe pour le gouvernement.

Le sondage Ekos montre qu'au Québec, on est loin, très loin du parti unique. Le PQ et le PLQ sont de poids à peu près égal — les trois points d'avance des libéraux, outre qu'ils se situent en deçà de la marge d'erreur, sont annulés par la concentration de leur vote dans la région montréalaise. Mais il y a 17 % d'indécis, et l'on sait que les indécis finissent le plus souvent par voter libéral.

Les paris sont donc ouverts.

Attaque à la roquette en France

Un homme sème la terreur à Béziers, dans le sud de la France

Agence France-Presse

PARIS — Armé d'un lance-roquettes et d'un fusil d'assaut, un jeune homme a semé, dimanche, la terreur à Béziers, une ville du sud de la France, tuant un responsable local, avant d'être abattu par la police à la fin d'une longue traque.

Cet épisode brutal, décrit comme une véritable scène de guerre par le maire de la ville, a souligné l'existence d'arsenaux d'armes et d'explosifs en France accessibles à des petits délinquants.

Des voix critiques se sont immédiatement élevées dans les rangs de l'opposition de droite pour demander au gouvernement socialiste une plus grande fermeté face à la violence, qui sera un des thèmes centraux de la campagne pour les élections du printemps 2002.

Safir Bghioua, 25 ans, a commencé son rodéo violent samedi soir, en tirant une roquette contre un véhicule de police qui venait intervenir dans une querelle entre bandes rivales dans un quartier populaire.

Le véhicule a été frappé de plein fouet mais aucun de ses occupants n'a été atteint et l'un d'eux a ouvert le feu sur Bghioua, connu pour être un petit délinquant.

Pris d'une folie meurtrière, Bghioua va passer les heures suivantes à se déchâner contre tout ce qui, à ses yeux, peut avoir un rapport avec la police.

Utilisant de nouveau son lance-roquettes, il foudroie une autre voiture de police, tire plusieurs rafales de fusil d'assaut sur la fa-



Safir Bghioua a utilisé un lance-roquettes pour détruire une voiture de police, avant de tirer plusieurs rafales de fusil d'assaut sur la façade du commissariat de la ville de Béziers.

çade du commissariat de la ville, tout en menaçant au téléphone les policiers de Béziers.

Au cours de cette nuit de violence, son chemin croise celui d'un responsable de la mairie de Béziers, Jean Faret, arrêté à une station de service où il fait le plein de sa voiture équipée d'un gyrophare.

Faret, 70 ans, à 20 jours de quitter ses fonctions à la mairie, tombera atteint de plusieurs balles dans le dos et dans la nuque.

L'équipée sauvage du jeune tueur s'est

achevé dimanche sur un stationnement où il avait donné rendez-vous aux policiers d'élite de Groupement d'intervention de la police nationale (GIPN).

Les hommes du GIPN ont laissé peu de chances à Bghioua et l'ont abattu alors qu'il descendait d'un véhicule volé, son lance-roquettes à la main.

« Les images que nous avons vues dans cette nuit sont celles de la Palestine ou de l'ex-Yougoslavie », a commenté le maire de

droite de Béziers, Raymond Couderc.

« C'est le premier acte de guerre qui est réalisé en France, par un individu qui n'est pas si isolé que cela, a assuré M. Couderc. Il s'est procuré des armes, il avait lui-même un arsenal, des armes de guerre, il s'est réclamé de l'islam, il y a probablement une organisation derrière lui, donc c'est un événement d'une extrême gravité. »

Les partis de droite, toujours prompts à dénoncer ce qu'ils considèrent comme le laxisme du gouvernement en matière de sécurité, ont déclenché une véritable salve de critiques.

« Si l'on ne veut pas qu'il y ait demain d'autres Béziers, cela appelle une réponse forte de la part du premier ministre et du gouvernement », a dit M. Madelin, le président de Démocratie libérale. Le président du Mouvement pour la France (MPF, nationaliste), Philippe de Villiers, a dénoncé « le premier acte de guérilla urbaine en France » et accusé le « laxisme total en matière d'immigration et de sécurité ».

Enfin, le président du Front national (FN, extrême droite), Jean-Marie Le Pen, a exhorté « les pouvoirs publics à instaurer l'état d'urgence dans les quartiers où les mafias règnent en maîtres ».

Conscient de l'utilisation que la droite pouvait faire de cet incident, le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, était venu dès dimanche à Béziers pour condamner la violence et affirmer qu'il fallait combattre la petite délinquance.

EN BREF

Des parents d'enfants autistes poursuivent des fabricants de vaccins

DEUX FAMILLES du Massachusetts poursuivent des fabricants de vaccins, qu'elles accusent d'être à l'origine de l'autisme de leurs enfants. Dans leur poursuite, les familles allèguent que les enfants ont été empoisonnés par du mercure présent dans l'agent de conservation du vaccin, le thimérosal. Le département américain de la Santé et des Services humains travaille conjointement avec les manufacturiers pour éliminer graduellement l'usage du thimérosal, utilisé dans divers vaccins, comme ceux de l'hépatite B et de la diphtérie-tétanos. Selon l'Administration des aliments et drogues (FDA) des États-Unis, il n'existe aucune preuve que cet agent de conservation soit associé à l'autisme, un trouble neurologique permanent, pour lequel il n'existe aucun remède. Il entraîne des difficultés de communication, ou une obsession pour les mouvements répétitifs, et peut provoquer des difficultés d'apprentissage. — AP

Une bible sauve un adolescent

UN ADOLESCENT de 16 ans a échappé à la mort grâce à l'exemplaire d'une bible qu'il tenait sous son bras, celui-ci faisant ricocher la balle tirée à bout portant par sa mère, a annoncé la police. « La bible lui a sauvé la vie. S'il ne l'avait pas eue, il aurait été grièvement touché, peut-être qu'il serait mort de ses blessures », a expliqué le shérif adjoint du comté de Lee. Lors de la fusillade, le jeune homme, Kenneth Wallace, portait également un pardessus, une double protection face à l'assaut meurtrier de sa mère. Celle-ci s'était rendue en voiture à l'église familiale pour tirer sur son fils cadet, après avoir abattu son plus jeune fils, James, 6 ans, dans leur maison. La forcenée avait également l'intention de faire de même avec son fils Gregory, 19 ans, employé dans une pizzeria. L'adolescent doit son salut à la police qui est parvenue à le prévenir de l'arrivée de sa mère. Dimanche, Leslie Ann Wallace se trouvait dans un état critique, la police ayant riposté aux coups de feu de la jeune femme. — AP

Adieu salmonella ?

UNE ENTREPRISE danoise, Roxytron, a mis au point un appareil permettant d'éliminer la salmonella à 99,9 % dans les porcs aux abattoirs, a indiqué à l'AFP, hier, Ulrik Rubow, un des co-inventeurs de cette découverte. Cet équipement injecte de la vapeur à 100 degrés Celsius sur la carcasse de l'animal pendant trois secondes seulement, tuant ainsi les bactéries de salmonella responsables de la salmonellose, une maladie infectieuse. « Tout le processus de désinfection dure trois secondes, et la question de temps est très importante, car il est essentiel que la viande n'ait pas l'air d'être cuite » a souligné cet ingénieur de la société basée à Aalborg. Plusieurs pays, dont les États-Unis, le Japon, le Chili et la Hongrie se sont déclarés intéressés par cette découverte danoise, selon M. Rubow. — AFP

Prononcer à la lettre

ALAN JONES, un conseiller municipal gallois, n'est pas content : les Anglais qui s'établissent dans sa commune s'intègrent mal et, affirme-t-il, ils le feraient mieux s'ils en prononçaient correctement le nom : Llanfairpwllgwyngyllgogerychwyrndrobwllllantysiliogogoch. Avec 58 lettres, Llanfair-retc... s'enorgueillit d'avoir le plus long nom de toutes les localités du Royaume-Uni et affirme qu'il s'agit même d'un record mondial. Les habitants affirment que le nom de leur ville signifie tout simplement « l'église de Sainte Marie dans le petit bois de noisetiers près du torrent rapide proche de la chapelle de Saint Tysilio de la grotte rouge ». Certains locaux, Gallois pure souche, affirment pourtant que quelques consonnes ont été ajoutées ici ou là au nom de leur localité, rien que pour embêter les étrangers. Llanfairpwllgwyngyllgogerychwyrndrobwllllantysiliogogoch reçoit chaque année la visite de plusieurs milliers de touristes, qui se font photographier devant les panneaux d'entrée de la ville. — AFP

Il meurt dans une tombe

UN SICILIEN de 30 ans est mort, hier, en faisant une chute dans une tombe qu'il était venu fleurir au cimetière des Rotoli à Palerme, en Sicile, a-t-on appris auprès de la police municipale. Selon une première reconstitution, Marcello Petrola était en train de garnir de fleurs une niche prévue à cet effet lorsqu'il a été précipité au fond du tombeau par la rupture de la dalle en marbre sur laquelle il se trouvait. — AFP

Vente étoile

- ★ FINANCEMENT SUR PLACE
- ★ MODÈLES EN INVENTAIRE SEULEMENT
- ★ TOUS LES PRIX AFFICHÉS
- ★ POUR UN TEMPS LIMITÉ



SUBARU
L'atTraction intégrale^{MD}

www.subaru.ca

Subaru Auto Centre
Montréal
(514) 937-4235

Subaru de Laval
ADM Automobiles
(450) 668-6041

Subaru des Sources
Dollard des Ormeaux
(514) 683-3880

John Scotti Subaru
Saint-Léonard
(514) 725-6777

Subaru Rive-Sud
Greenfield Park
(450) 465-3200

Carrefour Subaru Auto
Sainte-Rose
(450) 625-1114

Subaru Repentigny
Repentigny
(450) 585-9950
(514) 891-9950

Caron Subaru
Valleyfield
(450) 371-8511

Concept Automobiles
Granby
(450) 372-2007

Subaru Ste-Agathe
Ste-Agathe-des-Monts
(819) 326-1600
1 800 463-1600

Lachute Subaru
Brownsburg
(450) 562-0262

Subaru St-Hyacinthe
Saint-Hyacinthe
(450) 773-5262
(514) 332-0062

Subaru St-Jérôme
Saint-Jérôme
(450) 476-6165

Joliette Subaru
Joliette
(450) 755-1055